Briefings sur le développement rural à Bruxelles
Série de rencontres sur le thème du développement ACP-UE

Briefing n° 7:

La flambée des prix alimentaires : une opportunité de changement ?

Bruxelles, 16 octobre 2008

Un Reader[1]

Ressources sur la flambée des prix alimentaires

compilé par Isolina Boto et Camilla La Peccerella
Centre Technique de Coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA)

CTA
partageons les connaissances au profit des communautés rurales
sharing knowledge, improving rural livelihoods

[1] La plus grande partie de ce document a été reprise directement des documents et des sites web officiels. Il ne se veut pas exhaustif mais il vise à donner un aperçu général de la problématique de l'émergence de nouveaux acteurs dans le domaine du développement rural des Pays ACP, ainsi que des sources d'information utiles. Pour toutes contributions additionnelles, veuillez contacter Isolina Boto (boto@cta.int) ou Camilla La Peccerella (lapeccerella@cta.int). Le Reader et une grande partie des ressources sont disponibles en ligne à : http://bruxellesbriefings.net

Index

Introduction

1. La flambée des prix alimentaires: données de cadrage

2. Les facteurs qui sous-tendent la situation actuelle des marchés de produits alimentaires

2.1 Du côté de l'offre

2.1.a Causes de court à moyen terme

2.1.b Obstacles de long terme à la production agricole des pays en voie de développement

2.2 Du côté de la demande

2.3 Autres facteurs à l'œuvre

3. Quelles évolutions?

Les prévisions futures de l'OCDE-FAO

4. Les effets de la hausse des prix alimentaires

4.1 Effets macroéconomiques à l'échelle nationale

4.2 Impact microéconomiques sur les ménages

Effets de la hausse des prix alimentaires: la dimension hommes-femmes

4.3 Impact sur la pauvreté

4.4 Impact sur l'agriculture

4.5 Les impacts à l'échelon mondial et régional

4.5.a Les foyers de la famine

4.5.b Les crises alimentaires: une revue de la région ACP

5. La crise alimentaire: menaces..

..et opportunités

6. Hausse des prix alimentaires: évaluation des options de politique économique

6.1 Filets de sécurité, protection sociale et relance rapide du secteur agricole

6.2 Améliorer les politiques commerciales

6.3 Stimuler l'investissement agricole et la réactivité de l'offre: des priorités fondamentales

6.4 Développement des capacités

7. Évaluation des réponses politiques actuelles et futures

Ressources en ligne

Sites web

Acronymes

La flambée de prix alimentaires

Introduction

L'envolée des prix alimentaires au cours des deux dernières années a suscité de vives inquiétudes par rapport à la situation alimentaire et nutritionnelle des pauvres dans les pays en développement, par rapport à l'inflation ou encore, dans certains pays, à certaines émeutes de la faim. Si les prix réels actuels restent en deçà des sommets atteints au milieu des années 70, ils ont néanmoins atteint leur plus haut niveau depuis cette période. Les gouvernements des pays tant en développement que développés ont un rôle à jouer dans le contrôle des prix et en aidant les plus pauvres à faire face à l'augmentation de leur facture alimentaire.
En 2007, l'indice des prix alimentaires calculé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a subi une hausse de près de 27%, contre 9% au cours de l'année précédente. Durant les premiers mois de l'année 2008, les prix ont à nouveau augmenté de manière spectaculaire [2]. Presque toutes les denrées agricoles sont touchées par cette hausse. Depuis 2000 — une année où les prix étaient bas — le prix du blé sur le marché international a plus que triplé et le prix du maïs plus que doublé. En mars 2008, le prix du riz a, à son tour, atteint des niveaux sans précédents. Cette flambée des prix est aussi visible pour les produits laitiers, la viande, la volaille, l'huile de palme et le manioc. Ajustée en fonction de l'inflation et de la baisse du dollar (si on la calcule en euros, par exemple), la hausse des prix alimentaires est certes moindre mais reste considérable et ses conséquences sont souvent graves pour le pouvoir d'achat des plus pauvres.
Les gouvernements nationaux et les acteurs internationaux prennent différentes mesures pour tenter de minimiser, au niveau intérieur, les effets de la hausse des prix mondiaux et limiter son impact sur des groupes spécifiques. Certaines de ces initiatives peuvent aider à stabiliser ou à réduire les prix alimentaires, mais d'autres auront pour effet de favoriser certains groupes aux dépends d'autres, ou de rendre les prix des denrées alimentaires plus volatiles à long terme et d'introduire de sérieuses distorsions dans le commerce international. Ce qu'il faut, ce sont des mesures plus efficaces et cohérentes pour aider les populations les plus vulnérables à faire face à la hausse draconienne et immédiate de leur facture alimentaire et pour encourager les agriculteurs à répondre à l'augmentation de la demande de produits agricoles [3].

1. La flambée des prix alimentaires: données de cadrage

Les prix des produits agricoles ont fortement augmenté en 2006 et 2007 et accusé une hausse plus marquée encore au cours du premier trimestre 2008. L'indice FAO des prix alimentaires a augmenté en moyenne de 8% en 2006 par rapport à l'année précédente, mais de 24% en 2007 par rapport à 2006 [4]. Actuellement, la hausse de la moyenne de l'indice pour les trois premiers mois de 2008 par rapport au premier trimestre 2007 s'établit à 53%. L'envolée persistante des prix est due principalement aux huiles végétales, qui ont enregistré une hausse de plus de 97% durant la même période, suivies par les céréales (87%), les produits laitiers (58%) et le riz (46%). Les prix du sucre et de la viande ont également augmenté, mais dans une moindre proportion Les fortes

[2] Source des données : FAO La flambée des prix des denrées alimentaires: faits, perspectives, effets et actions requises, juin 2008, http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/foodclimate/HLCdocs/HLC08-inf-1-F.pdf
[3] IFPRI, Que faire face à la flambée des prix alimentaires ? Politiques alimentaires en perspective, Avril 2008, http://www.ifpri.org/french/pubs/bp/bp001fr.pdf
[4] L'indice FAO des prix alimentaires est un indice de Laspeyres, pondéré en fonction des échanges internationaux, qui repose sur les cours mondiaux de 55 produits alimentaires exprimés en USD (voir http://www.fao.org/worldfoodsituation/FoodPricesIndex).

hausses de certains produits de base qui ont été enregistrées récemment reflètent aussi la volatilité et l'incertitude croissantes qui pèsent sur les marchés [5].

Les fortes variations de prix, à la hausse comme à la baisse, ne sont pas des phénomènes rares sur les marchés agricoles, même si les hausses sont souvent de courte durée en comparaison avec la chute des cours, qui persiste plus longtemps. Ce qui distingue la situation actuelle des marchés, c'est que cette envolée des cours mondiaux n'affecte pas simplement quelques produits mais, comme noté ci-dessus, la quasi totalité des principaux produits alimentaires et fourragers et que les prix risquent de se maintenir à des niveaux élevés même après dissipation des effets de choc à court terme. Comme nous le verrons ci-après, de nombreux facteurs ont contribué à ce phénomène, même s'il est difficile d'en déterminer la part exacte en termes quantitatifs. Parmi les plus importants, il convient de mentionner le renforcement des interactions entre différents marchés de produits agricoles (à savoir céréales, oléagineux et produits d'élevage) en raison de la croissance démographique et économique rapide enregistrée dans de nombreux pays émergents; le renforcement des interactions entre les marchés de produits agricoles et d'autres comme ceux des combustibles fossiles, des biocarburants et des instruments financiers, qui influent non seulement sur les coûts de production des denrées agricoles mais aussi sur la demande de ces produits; et le recul du dollar des États-Unis ($) par rapport à de nombreuses monnaies. La flambée des prix s'est aussi accompagnée d'une volatilité des prix sans précédent, en particulier dans les secteurs des céréales et des oléagineux, mettant en lumière la prévalence d'une plus forte incertitude sur les marchés. Or la situation actuelle diffère des événements antérieurs en ce que la volatilité des prix persiste depuis plus longtemps, phénomène qui s'explique autant par les tensions sur l'offre que par les changements de nature des relations entre les différents marchés de produits agricoles ainsi qu'entre ces marchés et d'autres, comme indiqué précédemment.

Ces différences par rapport à des périodes antérieures de hausse des prix agricoles suggèrent que la tendance observée du recul à long terme des prix réels pourrait toucher à son terme, marquant par là un changement structurel des marchés des produits agricoles [6].

---

[5] Source: FAO, La flambée des prix, cit. Il est souvent difficile d'établir des liens directs entre le prix actuel des matières premières et le prix au détail des denrées alimentaires sans faire une analyse de la structure de production et de distribution des aliments ainsi que des coûts relatifs des intrants. Pour les pays importateurs, le lien entre le prix international des matières premières en devise locale dépend d'une série de facteurs (notamment du taux de change, des frais de transport et des politiques frontalières ainsi que de la structure du système de distribution alimentaire).

Les mesures de politique commerciale, tels que les droits à l'importation, alourdissent elles aussi le prix des matières premières importées. Les gouvernements peuvent modifier facilement ces coûts de manière à limiter l'augmentation des prix, par exemple en instaurant un régime où les droits à l'importation diminueraient automatiquement si le prix de la matière première importée atteignait un certain plafond, comme dans le cas du riz pour le Bangladesh, voire seraient suspendus si le prix mondial dépassait un certain seuil, comme pour l'Indonésie. Ces mécanismes visent à modérer les augmentations de prix lorsque les marchandises atteignent la frontière. Face à l'augmentation des prix intérieurs des matières premières de base, les pays exportateurs pourraient instaurer des taxes à l'exportation ou une interdiction d'exporter. L'Inde et le Viêtnam ont récemment interdit les exportations de riz lorsque le prix atteignait un niveau jugé inacceptable sur leurs marchés domestiques.

Une fois que les matières premières ont atteint le marché domestique, c'est la question de la répercussion du prix, via la chaîne d'approvisionnement, sur les marchés de détail qui prédomine. Le lien entre le prix des matières premières et celui des denrées alimentaires vendues au détail est une question très controversée, et dépend de nombreux facteurs qui varient d'un pays à l'autre. En général, dans de nombreux pays développés, le prix des matières premières agricoles au départ de la ferme représente environ 25 à 35% du prix de vente final au détail. Bien que cela ne soit pas négligeable, cette part est souvent bien inférieure, et varie selon qu'il s'agisse d'aliments frais ou transformés. La part de la matière première de base dans le prix final au détail est d'autant plus faible que le degré de transformation est élevé. Cela signifie que les prix alimentaires reflètent non seulement les changements du prix de la matière première, mais aussi celui des autres intrants (en particulier les salaires, l'énergie, le transport et le stockage). Cela signifie aussi que selon les circonstances, le prix au détail des denrées alimentaires peut être supérieur ou inférieur à celui qui serait déterminé par la modification du prix des matières premières si ces facteurs n'étaient pas concernés au même degré par ce changement.

Dans les pays en développement, la part des marchandises transformées dans le panier de la ménagère est en général faible, si bien que l'augmentation du prix des matières premières est susceptible d'être répercutée plus directement sur le prix de vente au détail. Ce fait, couplé à la part plus importante du budget consacrée aux dépenses alimentaires, implique que l'impact de l'augmentation du prix des matières premières agricoles sur les consommateurs des pays en développement est important. Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2008-2017 – Synthèse, http://www.fao.org/es/esc/common/ecg/550/fr/AgOut2017F.pdf

[6] FAO, La flambée des prix, cit.

2. Les facteurs qui sous-tendent la situation actuelle des marchés de produits alimentaires

L'envolée spectaculaire des prix alimentaires mondiaux n'est pas le résultat de quelque choc climatique ou autre situation d'urgence, mais des effets cumulés de tendances longues et de facteurs plus récents comme la dynamique de l'offre et de la demande et les réactions qui ont causé une plus forte augmentation et une plus grande volatilité des prix [7].
Les flambées des prix alimentaires sont déclenchées par des facteurs nombreux et complexes qui jouent aussi bien du côté de l'offre que du côté de la demande. Les tendances structurelles à long terme et la croissance sous-jacente de la demande de produits alimentaires ont coïncidé avec des facteurs cycliques ou transitoires de courte durée qui ont une incidence sur l'offre de produits alimentaires, de sorte que la demande de denrées continue à augmenter plus rapidement que l'offre. Un certain nombre de facteurs se sont conjugués pour donner naissance aux événements exceptionnels observés au cours des deux dernières campagnes. Il est possible de les résumer comme suit [8].

2.1 Du côté de l'offre

2.1.a. Causes de court à moyen terme

Les déficits de production liés aux aléas climatiques - Le recul de la production céréalière des grands pays exportateurs a joué un rôle crucial dans l'envolée des prix. Ce déclin, amorcé en 2005 et poursuivi en 2006, s'est établi à 4 et 7% respectivement. En Australie et au Canada, les rendements ont chuté d'un cinquième environ au total, et dans de nombreux pays, ils se sont maintenus ou ont reculé. La production céréalière a enregistré une hausse significative en 2007, et plus particulièrement la production de maïs aux États-Unis, en réponse au relèvement des cours. Cela dit, la production de tous les autres grands groupes de produits agricoles dans les principaux pays exportateurs n'a pas été affectée de la même manière durant la même période. La réactivité de l'offre en 2007 pour les céréales s'est opérée au détriment des ressources productives allouées aux oléagineux dans certains pays, c'est le cas en particulier du soja aux États-Unis, ce qui a entraîné une baisse importante de la production [9].

Les niveaux des stocks - La réduction progressive du niveau des stocks, principalement de céréales, depuis le milieu des années 1990 est un des autres facteurs liés à l'offre qui a fortement influencé les marchés récemment. De fait, depuis la précédente hausse des prix de 1995, le niveau des stocks mondiaux a baissé en moyenne de 3,4% par an, la croissance de la demande ayant devancé l'offre. Les déficits de production conjugués au faible niveau des stocks ont créé les conditions de l'envolée des prix [10].

---

[7] Nations Unies - Groupe d'action de haut niveau sur la crise alimentaire dans le monde, Cadre Global d'action, juillet 2008, http://www.un.org/french/issues/food/taskforce/frameworkofaction.pdf

[8] FAO, Évaluation de la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, Document préparé pour la 34ème session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome, 14-17 octobre 2008 ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/014/k3175f.pdf

[9] FAO, La flambée des prix, cit.

[10] Un certain nombre de changements dans les politiques mises en œuvre depuis les Accords du Cycle de l'Uruguay ont contribué à la réduction des stocks dans les principaux pays exportateurs, à savoir: la taille des réserves détenues par des institutions publiques, les coûts de stockage élevés des denrées périssables, le développement d'autres instruments moins onéreux de gestion du risque, l'augmentation du nombre de pays ayant la capacité d'exporter, et les progrès des technologies de l'information et des transports. Lorsque, dans un tel contexte, des baisses de production se succèdent plusieurs années de suite dans les principaux pays exportateurs, la tension sur les marchés internationaux tend à s'accentuer et la volatilité des prix comme l'ampleur des variations de prix s'amplifient en présence d'événements imprévus. De fait, il existe une corrélation négative statistiquement significative entre le ratio stocks/utilisation (les stocks en début de campagne rapportés à l'utilisation au cours de la même campagne) et les prix moyens des céréales durant la même campagne. Il en découle que la tension sur les marchés mondiaux en début de campagne tend à exercer une pression à la hausse sur les prix. Lorsque les stocks atteignent des niveaux très bas, l'absence d'approvisionnements tampons implique une possible flambée des prix sous l'effet d'un choc de la demande ou de l'offre. Source : FAO, La flambée des prix, cit.

C'est une des principales raisons qui expliquent la hausse si brutale des cours internationaux des céréales en 2006 et leur maintien probable à ces hauts niveaux pour quelque temps encore. D'ici la fin de la campagne 2008, les stocks mondiaux de céréales devraient baisser d'encore 5% par rapport à un niveau déjà réduit en début de campagne, pour atteindre leur plus bas niveau en 25 ans. Le ratio stocks céréaliers mondiaux/utilisation devrait d'après les prévisions tomber à 18,8%, soit un recul de 6% par rapport au faible niveau de 2006/2007 [11].
Ces bas niveaux contribuent à amplifier la volatilité des prix sur les marchés mondiaux, car il n'est pas certain que les disponibilités soient suffisantes en cas de déficits de la production. En raison des conditions météorologiques défavorables, la production céréalière mondiale a reculé de 3,6% en 2005 et de 6,9% en 2006 avant d'amorcer une légère reprise en 2007 [12].

L'augmentation du coût des carburants et de la production - La hausse des prix des carburants a aussi entraîné l'élévation des coûts de production de biens agricoles, le prix en $ de certains engrais (par ex. superphosphate triple et muriate de potasse) ayant augmenté de plus de 160% au cours des deux premiers mois de 2008, par rapport à la même période de 2007. De fait, la hausse des prix de l'énergie a été très rapide et très marquée, l'indice Reuters-CRB (Commodity Research Bureau de la FAO) des prix de l'énergie ayant plus que triplé depuis 2003. Les coûts de fret ayant doublé en un an à partir de février 2006, le coût du transport des denrées alimentaires vers les pays importateurs s'est également trouvé affecté [13].
Avec la hausse des prix des fertilisants, des pesticides et des semences, l'augmentation du prix du pétrole est largement responsable de l'inflation alimentaire dans les pays développés, inflation qui frappe également les pays pauvres de plein fouet. L'agriculture industrielle dépend largement du pétrole, sur les exploitations et en amont, dans des systèmes de conditionnement et de distribution mondialisés. L'augmentation des coûts des intrants ont deux incidences majeures sur la famine : Ils rendent la production alimentaire plus chère, au moment même où sa nécessité se fait urgemment sentir, et ils exacerbent la pauvreté des régions rurales dépendantes de l'agriculture industrielle en faisant obstacle à l'augmentation des revenus agricoles nets[14].

Épuisement du sol et pénurie d'eau – Le labour moderne, le surpâturage, ainsi que l'utilisation de fertilisants et de pesticides sont à l'origine de l'épuisement constant des terres arables. L'eau et le vent balayent le sol nu lorsqu'il n'est pas ancré par une couverture végétale. On estime à 25 milliards de tonnes la perte annuelle de terres arables due à l'érosion. La situation est aggravée par les inondations et les précipitations abondantes dues aux changements climatiques. Selon l'ONU, environ 40% des terres agricoles mondiales ont été gravement dégradées par l'érosion.
La production alimentaire requiert des quantités abondantes d'eau douce. Environ 70% de l'utilisation mondiale d'eau douce est destinée à l'agriculture. Mais les ressources se raréfient dans toutes les régions du monde, au moment même où l'on observe une flambée de la demande en eau potable, ainsi qu'à des fins industrielles, de loisirs ou autres, de même que des méthodes d'agriculture plus intensives. Le pompage intensif d'eau souterraine a asséché les couches aquifères et diminué les nappes phréatiques. Puisque des grandes digues d'irrigation et de prévention des inondations ont été construites sur la plupart des cours d'eau du monde, cette approche peut aujourd'hui être de moins en moins utilisée. En effet, l'irrigation par digue a causé un lessivage des terres agricoles dû au sel, entraînant une chute spectaculaire de la productivité, voire une stérilisation complète des terres.
Le changement climatique contribue également aux pénuries d'eau, en réduisant la fiabilité de l'agriculture pluviale et en réduisant l'hydratation dans de nombreuses régions. Si l'épuisement des sols et les pénuries d'eau de ces dernières années n'ont pas eu un impact annuel dramatique sur la nourriture disponible, leur effet cumulatif a aggravé la crise en diminuant les rendements et les sols cultivables. Alors que ces tendances se confirment, leur impact sera de plus en plus grave [15].

---

[11] FAO, La flambée des prix, cit.
[12] FAO, Évaluation de la situation mondiale, cit.
[13] FAO, La flambée des prix, cit.
[14] IATP, The Global Food Price Crisis, September 2008, http://www.iatp.org/iatp/publications.cfm?accountID=451&refID=104147
[15] FES, A new era of world hunger? The global food crisis analyzed, Briefing Paper n° 7, août 2008, http://library.fes.de/pdf-files/bueros/usa/05579-20080905.pdf

Effets du changement climatique – Le risque du changement climatique est susceptible d'avoir un impact négatif sur la production alimentaire. L'augmentation des températures s'accompagnera d'un risque accru d'inondations et de sécheresses et donc de pertes de rendements. Selon une étude, on estime à 15% les pertes de rendements céréaliers dans plus de 40 pays en développement, principalement en Afrique subsaharienne. Les estimations montrent également que les terres africaines pourraient devenir totalement impropres à la culture de blé. Par conséquent, le réchauffement planétaire pourrait entraîner un déclin de 16% du PIB agricole d'ici 2080. Cette baisse s'accompagnera d'une diminution de 20% de la production agricole des pays en développement et d'une chute de 6% pour les pays développés.
Cette diminution des récoltes et de la production engendrera inévitablement une dépendance plus grande des importations dans les pays en développement. L'augmentation de la demande alimentaire de ces pays sur le marché agricole mondial, ainsi que la chute de l'approvisionnement en provenance des pays développés, entraînera les prix des produits agricoles à la hausse. Selon une autre étude, un réchauffement planétaire de plus de 3°C pourrait provoquer une hausse des prix agricoles pouvant atteindre jusqu'à 40%.
L'impact négatif du changement climatique sur les récoltes peut être atténué par la fertilisation carbonique (à savoir l'effet bénéfique des concentrations atmosphériques élevées en dioxyde de carbone sur les récoltes). Cependant, cet effet salutaire ne va pas totalement stopper le déclin des récoltes. Avec l'augmentation de la demande en provenance des pays en développement, les prix alimentaires continueront d'augmenter dans un avenir proche [16].

Les politiques commerciales - D'autres facteurs ont exacerbé la hausse des prix des produits alimentaires, notamment certaines mesures qui avaient précisément pour objet de minimiser l'impact des flambées sur les groupes de population vulnérables dans les pays. Par exemple, les mesures adoptées par certains pays pour restreindre ou interdire les exportations ont réduit l'offre mondiale, aggravé les pénuries et entamé la confiance entre les partenaires commerciaux. Dans certains pays, ces mesures ont aussi « désincité » les agriculteurs à réagir à la hausse des cours internationaux. La reconstitution ou la constitution préalable de stocks, à des fins spéculatives, par de gros importateurs ayant une situation de trésorerie solide, a exercé une pression supplémentaire sur les prix des produits alimentaires [17].

2.1.b. Obstacles à long terme période à la production agricole des pays en voie de développement [18]

La crise alimentaire mondiale est également due à des causes structurelles de long terme moins évidentes mais tout aussi importantes et à l'impact grave sur la disponibilité alimentaire. Ces facteurs structurels concernent principalement les difficultés de nombreux pays en développement à intensifier leur production agricole et à produire suffisamment de nourriture pour la consommation nationale et pour le commerce international.
Productivité agricole – Le principal facteur de pénurie d'approvisionnement est le niveau relativement faible, en particulier ces vingt dernières années, de la productivité agricole dans les pays en développement, voire sa diminution dans de nombreux pays moins développés (PMD). Il s'agit là d'un symptôme de la défaveur de longue date du secteur agricole. En moyenne, on constate une chute de 0,1% de la productivité agricole annuelle dans les PMD (mesurée en termes de production totale (sol et travail) entre 1961 et 2003, celle des pays en développement n'ayant diminué que d'environ 0,6%. Dans les PMD et les pays africains, ces faibles taux de croissance agricoles ont eu un impact négatif important sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté.
La raison de la faiblesse de la productivité agricole, et donc de la production, s'explique de plusieurs manières, notamment par la diminution des terres arables et la faible productivité des cultures. Dans de nombreux pays en développement et PMD fortement peuplés, les terres arables

[16] CUTS, The Saga of Rising Food Prices, Document de briefing 2/2008, http://www.cuts-citee.org/pdf/BP08-DI-5.pdf
[17] FAO, Évaluation de la situation mondiale, cit.
[18] UNCTAD, Addressing the global food crisis: Key trade, investment and commodity policies in ensuring sustainable food security and alleviating poverty, May 2008, http://www.unctad.org/sections/edm_dir/docs/osg_2008_1_en.pdf

disponibles sont en baisse, souvent à cause de l'urbanisation des terres agricoles. La taille moyenne des exploitations est également en diminution, et de plus en plus d'agriculteurs travaillent des sols écologiquement fragiles.
Le manque d'accès à l'eau et à l'électricité dans les pays pauvres vient s'ajouter à un approvisionnement tardif. L'accès à l'irrigation est devenu critique dans certains pays, de même que le manque d'investissement dans le développement agricole, notamment dans la R&D, amenuisant encore davantage le potentiel de production agricole et de rendements des terres et des cultures.

Sous-investissement dans le secteur agricole et rural – À la faible productivité agricole viennent s'ajouter l'échec systémique des stratégies de développement, le manque d'investissement public et privé dans le secteur des marchandises rurales et agricoles, nécessaires pour catalyser le développement agricole et la production alimentaire dans les pays en développement. Le paradoxe réside dans le fait que le secteur économique le plus politiquement, économiquement et socialement sensible a reçu un soutien national et international minimal. Dans de nombreux pays en développement, le secteur agricole bénéficie d'un soutien budgétaire et d'un investissement limités au niveau national, et ce en dépit du fait qu'il s'agisse de l'un des principaux contributeurs au PIB et à l'emploi.
Les effets négatifs sur les coûts pour les agriculteurs ont été renforcés par le sous-investissement dans les infrastructures (communications, irrigation, transport) nécessaires à la distribution de la production agricole, par le retrait des subventions étatiques aux intrants agricoles (telles que les semences, les pesticides, les herbicides et les fertilisants) en place dans certains pays, et par le renforcement des droits de propriété intellectuelle sur les variétés culturales et les nouvelles technologies de semences. De plus, pour les cultures alimentaires, la situation a encore empiré lorsque les producteurs ruraux de nombreux pays exportateurs agricoles sont passés de cultures faisant partie de l'alimentation de base des populations locales à des cultures à valeur monétaire plus importante destinées aux marchés des pays développés (fleurs coupées, fruits et légumes exotiques, nourriture à base de soja pour les animaux, tabac, etc.), ce qui a généré des pénuries alimentaires dans certains secteurs d'exportation agricole.
Schéma commerciaux – Les subventions agricoles à l'exportation et les politiques nationales de soutien dans les pays en développement font depuis longtemps partie des obstacles les plus difficiles à franchir pour le développement agricole dans les pays en développement. L'analyse quantitative et les études de cas effectuées par la FAO et le CNUCED montrent que les subsides agricoles dans les pays développés ont généré une augmentation rapide des importations alimentaires dans les pays en développement, ainsi qu'un déclin de la production agricole. Ayant libéralisé leurs secteurs agricoles trop rapidement ou de manière trop extensive, les pays en développement ont cédé à la pression du dumping des exportations à bas prix et subsidiées en provenance des pays développés. Cela a mis à mal la production sur les marchés nationaux et à l'exportation, pour à présent faire obstacle à la capacité des agriculteurs à produire l'approvisionnement nécessaire en cette période de crise. En effet, au cours des 20 dernières années, de nombreux pays en développement, en particulier les PMD, sont passés du statut d'exportateurs alimentaires historiques à celui d'importateurs nets. Les chiffres récents de 2006 montrent qu'en moyenne 20% de la consommation alimentaire des PMD est importée, cette proportion étant beaucoup plus importante dans certains pays (67% au Lesotho, 82% en Gambie, 32% en Mauritanie et 31% au Malawi, par exemple).

2.2 Du côté de la demande

Les biocarburants et les produits agricoles - Le marché émergent des biocarburants est une source de demande nouvelle et substantielle pour certains produits agricoles tels que le sucre, le maïs, le manioc, les oléagineux et l'huile de palme. L'accroissement de la demande de ces produits a été l'une des principales causes du renchérissement de leur prix sur les marchés mondiaux, lequel à son tour a entraîné une hausse des prix alimentaires.
Ces produits, jusque là utilisés principalement pour l'alimentation humaine et/ou animale, sont aujourd'hui exploités comme matières premières (matières de base) pour la production de biocarburants. Du fait des hausses importantes du prix du pétrole brut, ils sont devenus des

produits de substitution viables pour certains pays importants qui ont la capacité de les utiliser [19]. Par exemple, l'éthanol produit à partir de diverses matières de base et systèmes de production agricole devient compétitif par rapport à l'essence (pétrole) pour différents prix du pétrole et des produits agricoles.

Ce potentiel, associé à l'espoir que ces évolutions pourraient favoriser le développement rural tout en réduisant la dépendance, a conduit à la mise en œuvre de politiques publiques de soutien au secteur des biocarburants, qui ont pour effet d'encourager la demande pour ces matières de base. Le soutien à la production d'éthanol et de bioéthanol dans des pays sélectionnés de l'OCDE s'est élevé à 11-12 milliards de $ en 2006. L'estimation du soutien total (EST) représente le montant total des aides publiques au secteur des biocarburants. Elle inclut la valeur totale des obligations d'incorporation fixées par le cadre législatif, les crédits d'impôts, les barrières à l'importation, les aides à l'investissement et le soutien général au secteur sous la forme notamment d'investissements dans la recherche publique. L'EST n'inclut pas le soutien à la production de matières de base agricoles. Les agriculteurs et transformateurs des États-Unis ont bénéficié d'aides pour un montant de 6,7 milliards d'$ en 2006, et ceux de l'Union européenne d'environ 4,7 milliards d'$. Les données montrent également que la majeure partie de ce soutien varie avec le niveau de production, ce qui tend à indiquer que les subventions des biocarburants dans les pays de l'OCDE devraient selon toute probabilité augmenter de manière substantielle à mesure que les taux d'incorporation progressent.

En outre, selon les données, des dépenses de soutien global relativement modérées dans certains pays s'avèrent néanmoins substantielles lorsqu'elles sont rapportées au litre de biocarburant produit. La question ne concerne pas seulement les quantités de produit agricole susceptibles d'être utilisées pour la production de biocarburants au détriment de l'alimentation humaine et animale, elle porte aussi sur les superficies cultivées susceptibles d'être détournées au profit de cultures destinées à la fabrication de biocarburants, au détriment d'autres cultures.

L'analyse des liens entre les prix hebdomadaires de l'essence, de l'éthanol, du maïs et du sucre, et entre le pétrole brut et des huiles végétales importantes comme l'huile de palme, de soja et de colza, suggère qu'il existe des interactions statistiquement significatives entre les marchés concernés. Le schéma ci-dessus résume ces interactions et illustre les mécanismes empiriques d'influence mis en évidence par l'analyse. Il est apparu que les prix du pétrole brut sont déterminants pour l'équilibre à long terme des prix du sucre comme de l'éthanol au Brésil, de même qu'ils jouent un rôle décisif sur les marchés européens des huiles végétales, alors que les prix de l'huile de soja influent également sur les marchés de l'huile de palme et de colza [20].

Le changement de structure de la demande - Il est aujourd'hui largement admis que le développement économique et la hausse des revenus dans les pays en développement et émergents, conjugués à la croissance démographique et à l'urbanisation, ont eu pour effet de changer progressivement la structure de la demande de produits alimentaires. Du fait de la diversification de l'alimentation, les féculents sont délaissés au profit d'une plus forte

[19] Dans la mesure où la contribution relative du secteur des bioénergies aux approvisionnements énergétiques mondiaux est modeste, les prix des matières de base peuvent être considérés comme largement endogènes aux variations des prix des combustibles fossiles, avec des effets en retour minimes. En conséquence, les chocs sur les marchés de l'énergie se répercutent sur les marchés des produits alimentaires. Du côté de l'offre, lorsque la valeur marginale du produit sur le marché des biocarburants (net du coût des matières premières, revenu des produits dérivés inclus) excède celle du marché alimentaire, la culture sera détournée au profit de la production de biocarburant. Lorsque des quantités plus importantes de la matière de base sont absorbées par le secteur de l'énergie, la fixation du prix tend à refléter celle du marché énergétique, et un effet de « prix plancher » est créé. Comme ces cultures énergétiques sont en concurrence avec d'autres cultures en termes d'accès aux ressources agricoles, l'augmentation de leur intensité de culture peut entraîner une baisse des approvisionnements pour ces autres produits agricoles et donc pousser les prix à la hausse. Du côté de la demande, le degré de substituabilité qui permet le mélange de biocarburants en proportions importants avec leurs contreparties fossiles (pour les véhicules dits flexfuel ou polycarburants) déterminera les écarts entre les prix du biocarburant et de l'essence. Si la substituabilité est forte, avec des biocarburants compétitifs à la pompe et des quantités importantes de matière de base consommées par le secteur énergétique, les consommateurs assurent l'équilibre entre les prix de l'essence et du biocarburant, et les producteurs entre les prix du biocarburant et des matières de base. Les implications sont considérables pour la fixation des prix en agriculture. Source : FAO, La flambée des prix, cit.

[20] FAO, La flambée des prix, cit.

consommation de produits carnés et laitiers, laquelle contribue à stimuler la demande de céréales fourragères et à accentuer les interactions entre différents produits alimentaires de base[21].
Par exemple, de nombreuses régions du monde en développement ont connu une croissance économique élevée ces dernières années. L'Asie en développement, et en particulier la Chine et l'Inde, continue à connaître une forte croissance soutenue. Le PIB réel de la région a connu une augmentation de 9% par an entre 2004 et 2006. L'Afrique subsaharienne a également bénéficié d'une croissance économique rapide d'environ 6% pour la même période. Même les pays avec une incidence et une prévalence élevées de famine montrent des taux de croissance élevés. Des 34 pays du monde les plus fragiles d'un point de vue alimentaire, 22 présentent des taux de croissance annuels entre 5 et 16% de 2004 à 2006.
Cette croissance est un moteur d'évolution de la demande dans l'équation alimentaire mondiale. Une croissance élevée des revenus dans des pays à faibles revenus se traduit rapidement par une augmentation de la consommation alimentaire. Un facteur essentiel dans l'équation alimentaire est le déplacement des populations des zones rurales vers les zones urbaines et l'impact qui en résulte sur les dépenses et les préférences des consommateurs.[22]

2.3 Autres facteurs à l'œuvre

Les transactions sur les marchés financiers - Les politiques de libéralisation des marchés contribuent progressivement à une meilleure transparence des marchés agricoles. Les marchés des produits dérivés adossés aux marchés agricoles offrent une gamme toujours plus large d'instruments financiers destinés à diversifier les portefeuilles et réduire l'exposition au risque. L'abondance de liquidités dans certaines parties du monde, qui reflète des performances économiques favorables (notamment dans les économies émergentes), conjuguée à des taux d'intérêt faibles et à des prix du pétrole élevés, explique que ces marchés de produits dérivés agissent comme des aimants sur des spéculateurs soucieux de répartir leur risque et en quête de retours plus lucratifs. Cet afflux de liquidités, en particulier avant la crise mondiale du crédit et les turbulences qu'elle a occasionnées sur les marchés financiers, semble avoir influencé les marchés du disponible sous-jacents au point que les décisions des agriculteurs, des négociants et des transformateurs de produits agricoles en ont été affectées. Une étude récente du FMI a analysé la nature de la relation entre ce type de flux financiers sur les marchés à terme et les cours au comptant de cinq produits de base, dont le sucre, le café et le coton. Les tests empiriques effectués ont montré que la relation de causalité à court terme allait en général dans le sens des cours au comptant vers ce type de flux financiers, ce qui implique que le renchérissement des prix au comptant est la « cause » et non le « résultat » de l'activité accrue des investisseurs[23].

Mesures à court terme et fluctuations des taux de change - Après le début de la flambée des prix, certaines mesures visant à en réduire l'impact sur les consommateurs vulnérables, comme les interdictions à l'exportation et le relèvement des taxes à l'exportation, ont eu pour effet d'exacerber la volatilité à court terme des cours mondiaux. Ce phénomène a pu être observé récemment sur les marchés du riz, lorsque d'importants pays exportateurs ont décidé d'interdire les exportations pour protéger leurs propres consommateurs. La section sur les « politiques à mener face à la hausse des prix » propose une analyse plus détaillée de ces politiques.
Les prix de la plupart des produits agricoles sont libellés en $, et le recul important du dollar par rapport à de nombreuses monnaies depuis quelques années a eu des répercussions majeures sur certaines évolutions des marchés agricoles. Pour les pays dont la monnaie s'est appréciée par rapport à l'$, les importations de produits en provenance des États-Unis sont devenues moins chères, contribuant par là même à stimuler la demande pour ces produits d'origine américaine et à transformer la structure des échanges [24].

[21] FAO, La flambée des prix, cit.
[22] IFPRI, The World Food Situation: New Driving Forces and Required Actions, Food Policy Report, décembre 2007, http://www.ifpri.org/pubs/fpr/pr18.pdf
[23] FAO, La flambée des prix, cit.
[24] FAO, La flambée des prix, cit.

3. Quelles évolutions?

Les récentes tendances du marché relevées depuis 2006, et brièvement rappelées ci-dessus, semblent avoir été le produit de déséquilibres de court terme enregistrés sur certains marchés de produits de base - lesquels déséquilibres se sont répercutés sur les marchés avec lesquels il existait des liens étroits -, ainsi que d'un certain nombre d'autres facteurs dont l'influence sur les marchés pourrait se faire sentir plus longtemps.
Compte tenu des tensions qui continuent d'affecter de nombreux marchés de produits agricoles, malgré les perspectives positives de certains d'entre eux, et du faible niveau des stocks qui ont peu de chances de se reconstituer rapidement, la probabilité d'assister à de nouvelles envolées de prix et de voir la volatilité des prix s'installer par suite d'événements imprévus reste forte pour les campagnes à venir. Contrairement à d'autres épisodes de forte hausse des produits agricoles dont les effets se sont rapidement dissipés, l'envolée actuelle des prix risque de s'inscrire dans la durée. Un élément particulièrement significatif à cet égard est la possible persistance de la demande de biocarburants [25].

Les prévisions futures de l'OCDE-FAO
Sur l'ensemble de la période 2008-2017 couverte par les Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, la juxtaposition d'une forte réaction de l'offre et d'une croissance continue de la demande devrait maintenir les prix au-dessus de leurs niveaux antérieurs, mais toutefois bien en deçà des records enregistrés à l'heure actuelle.
Compte tenu des évolutions des divers produits [26], les Perspectives agricoles prévoient une persistance des tensions sur les marchés, les prix baissant par rapport à leurs records actuels tout en demeurant élevés en moyenne par rapport aux niveaux enregistrés au cours des dix dernières années écoulées. Au cours des dix prochaines années, les prix nominaux des céréales, du riz et des oléagineux devraient être en moyenne supérieurs de 35 à 60% aux moyennes observées pendant les dix années précédentes. En termes réels, les prix devraient dépasser de 10 à 35% ceux de la décennie passée. Les gains de productivité et la concurrence de plus en plus vive des échanges réalisés par des pays hors OCDE finiront par dépasser la croissance de la demande, et les prix recommenceront de baisser en termes réels, quoique plus progressivement que par le passé [27].

4. Les effets de la hausse des prix alimentaires

Les fortes hausses des prix des carburants et des denrées alimentaires ont des répercussions importantes sur les pays et les populations. Les manifestations les plus visibles de cet impact économique sont les troubles sociaux et les émeutes de la faim survenues récemment sur la

[25] FAO, La flambée des prix, cit.
[26] D'ici 2017, le niveau moyen des prix du blé et des céréales secondaires devrait demeurer plus élevé qu'en 2005 tout en restant très inférieur aux niveaux de 2007-2008, tandis qu'à l'échelle mondiale, les superficies consacrées à ces cultures devraient progresser quelque peu et les rendements poursuivre leur hausse tendancielle. Dans le cas des oléagineux, les prix devraient rester fermes, même s'ils devraient accuser une légère baisse par rapport à aujourd'hui. Leur niveau actuel, qui est élevé, devrait inciter l'offre à mobiliser plus de surfaces pour ces cultures et à augmenter sensiblement les rendements. La production rizicole devrait progresser modérément, la croissance continue de la productivité du secteur venant compenser un léger recul des superficies plantées. On prévoit qu'avec les politiques en vigueur, la demande de céréales comme matière première pour la production de biocarburants doublera presque entre 2007 et 2017, mais l'essentiel de la croissance de leur consommation totale proviendra d'une augmentation de la demande alimentaire, qu'il s'agisse de consommation humaine ou d'alimentation du bétail, en particulier dans les pays hors OCDE affichant une forte croissance économique. Le riz est peu utilisé dans l'alimentation animale et pratiquement pas dans les filières biocarburants. La demande de riz, qui concerne presque exclusivement la consommation humaine, devrait augmenter de moins de 1% par an et être entièrement le fait de la croissance dans les pays en développement. On prévoit par ailleurs que l'utilisation d'huiles végétales pour les filières biocarburants représente plus du tiers de la croissance attendue de la consommation d'huiles végétales au cours de la période 2005-2017, d'autres usages de ces huiles devant également connaître un fort développement. Cette expansion de la demande s'explique aussi pour une grande part par la croissance des revenus, les pays n'appartenant pas à la zone de l'OCDE augmentant leur consommation d'huiles végétales de 50%.
[27] OCDE, La hausse des prix alimentaires - causes et conséquences, juin 2008, http://www.oecd.org/dataoecd/11/57/40926060.pdf

plupart des continents, principalement dans les zones urbaines dont les habitants ont subi de plein fouet les effets de la flambée des prix alimentaires et la hausse du carburant. Les files d'attente interminables devant les magasins subventionnés et la valse des étiquettes sur la quasi totalité des denrées alimentaires, pas seulement sur les produits de base, sont devenues quotidiennes. Plusieurs pays importateurs participent à des « achats dits de panique » pour s'assurer des approvisionnements adéquats et constituer des stocks intérieurs des principales céréales. Dans le même temps, les efforts engagés par de grands pays exportateurs pour contenir les prix intérieurs des céréales, et interdire ou imposer de sérieuses restrictions à l'exportation, ont encore contribué à exacerber les tensions sur les marchés mondiaux. Les pays les moins développés sont les plus vulnérables en raison de leur niveau élevé de pauvreté et d'insécurité alimentaire, et du fait qu'une fraction importante de leur population consacre 70 à 80% de ses revenus à l'alimentation.
Bien moins visibles mais tout aussi importants sont les choix difficiles auxquels sont confrontés les ménages, les plus pauvres en particulier, à cause de l'érosion rapide de leur pouvoir d'achat. Pour ces catégories de population, le risque d'insécurité alimentaire et de malnutrition accrues est élevé car ces ménages doivent renoncer à des sources plus coûteuses de protéines et à d'autres aliments riches sur le plan nutritionnel, et dépendre de denrées alliant apport énergétique élevé et faible coût pour avoir un minimum de productivité. Les ménages pauvres sont trouvent contraints de sacrifier les dépenses de santé, d'éducation et autres dépenses hors alimentation. Dans le même temps, le renchérissement des prix représente une occasion unique de relancer l'investissement agricole et d'améliorer la productivité de ce secteur dans les pays en développement.
Des mesures politiques et des actions concrètes doivent être engagées d'urgence par les gouvernements et leurs partenaires de développement dans le monde entier, pour tirer parti des effets positifs de la hausse des prix alimentaires et en atténuer les effets négatifs [28].

4.1 Effets macroéconomiques à l'échelle nationale

La flambée des prix alimentaires et des carburants menace la stabilité macroéconomique et la croissance économique, en particulier dans les pays à faible revenu, importateurs nets.

Incidence sur la facture des importations vivrières - Des hausses substantielles du coût global des importations de produits alimentaires sont déjà intervenues, portant à 812 milliards d'$ la facture totale des importations en 2007, soit une augmentation de 29% par rapport à l'année précédente et un niveau record. Les pays en développement dans leur ensemble pourraient être confrontés à une augmentation de 33% du coût global de leurs importations de denrées alimentaires, survenant juste après une hausse de 13% l'année précédente. Les pays les moins avancés (PMA) et les pays à faible revenu en déficit vivrier (PFRDV) ont subi des hausses du même ordre. La hausse persistante du coût des importations vivrières pour ces deux groupes de pays vulnérables est alarmante. Aujourd'hui, ce coût pourrait bien doubler par rapport à 2000.

Hausse des prix alimentaires et déficit des comptes courants - Dans certains pays pauvres, l'augmentation de la facture des importations vivrières pourrait creuser profondément le déficit de la balance courante, et par là affecter aussi d'autres variables macroéconomiques comme le taux de change, la situation des réserves de la banque nationale ou l'endettement de ces pays.

Impact (transmission) des variations des cours mondiaux sur les marchés intérieurs - L'impact des hausses de prix sur les économies intérieures des pays exportateurs et importateurs dépendra, entre autres choses, du degré de transmission, ces dernières années, des variations des cours mondiaux des céréales aux économies nationales. Les politiques publiques visant à éviter les chocs de prix intérieurs et l'affaiblissement de l'$ par rapport à de nombreuses monnaies (notamment l'euro et le franc CFA) tendent à réduire l'effet de transmission des cours mondiaux aux marchés intérieurs. Les fluctuations des cours internationaux ne se reflètent pas entièrement dans les prix intérieurs, et les variations des prix intérieurs ne sont pas nécessairement liées aux à-coups des marchés internationaux. Il convient de souligner néanmoins que de nombreux pays

[28] FAO, La flambée des prix, cit.

ont enregistré de fortes hausses des prix intérieurs, même si ces hausses sont inférieures aux variations des prix sur les marchés mondiaux. Par ailleurs, en admettant que ces prix déclinent par la suite, il n'en reste pas moins difficile pour les pauvres de s'adapter à de telles variations parce qu'il n'est pas possible de renoncer à consommer des produits de base pendant plusieurs mois en attendant que leur prix baisse. Dernier point le plus important, « modérer » l'impact des fluctuations des cours mondiaux sur les prix intérieurs ne signifie pas que les effets en termes de sécurité alimentaire sont négligeables: les hausses même modérées des prix intérieurs (10 ou 20%) peuvent s'avérer désastreuses pour les ménages les plus pauvres qui consacrent une part importante de leur revenu aux produits alimentaires de base [29].

4.2 Impact microéconomiques sur les ménages

Les prix élevés des denrées n'ont pas le même impact sur tous. À court terme, l'effet net de la flambée des prix alimentaires est déterminé par le rapport entre l'importance relative des aliments de base dans le revenu et l'importance relative de ces mêmes aliments dans la consommation totale. En principe, les hausses des prix des denrées pénalisent les ménages acheteurs nets de produits alimentaires, alors que les ménages vendeurs nets de produits alimentaires en bénéficient. Les ménages pauvres sont généralement acheteurs nets, même dans les zones rurales où l'agriculture et la production vivrière de base sont les principaux moyens d'existence.
Les acheteurs nets de produits alimentaires tendent à être pénalisés par une hausse des prix des aliments de base, à un degré qui varie en fonction de leurs habitudes alimentaires. Les ménages qui consacrent une grande partie de leurs revenus à l'achat d'aliments de base faisant l'objet d'un commerce international (comme le blé, le riz et le maïs) subiront une plus forte perte de bien-être global. La majorité des ménages urbains sont dans ce cas. L'ampleur de cette perte dépend de l'aptitude du ménage à modifier sa consommation au profit d'aliments moins chers qui ne pénètrent généralement pas sur les marchés mondiaux, tels que les racines et tubercules. En revanche, les ménages qui possèdent des terres et ceux qui tirent une partie de leurs revenus de la production et de la vente d'aliments de base commercialisés au niveau international pourraient être avantagés par une hausse des cours internationaux. Malheureusement, leurs gains sont généralement en partie neutralisés par les prix élevés du carburant et des engrais.
En termes de perte de revenu, les données montrent que les ménages les plus pauvres sont les plus durement touchés par une hausse des prix alimentaires aussi bien dans les zones urbaines que dans les zones rurales. L'impact est moindre pour les ménages vivant dans des pays où le régime alimentaire est essentiellement composé d'aliments de base qui ne font pas l'objet d'un commerce international. Par exemple, les ménages ghanéens sont relativement protégés des oscillations des cours internationaux des denrées du fait que des aliments de base locaux tels que le manioc et le sorgho tiennent une grande place dans leur régime alimentaire. Si les prix de ces aliments se mettaient eux aussi à augmenter du fait de l'accroissement de la demande, la hausse des prix alimentaire aurait un impact beaucoup plus marqué[30].
En ce qui concerne la consommation de céréales, il faut souligner que même si la hausse des prix alimentaires a une faible incidence sur la consommation, cela ne veut pas dire que cette hausse n'a pas d'effet majeur. De fait, nombre de ménages pauvres s'efforcent de préserver leur apport énergétique pour survivre, et la réduction de la consommation de céréales n'est donc pas une option réaliste. Plutôt que de diminuer leur consommation de céréales, les pauvres vont réduire d'autres postes de dépenses, comme les aliments plus nutritifs et plus coûteux (par exemple produits carnés et laitiers), la santé et l'éducation [31].
L'accès à des actifs productifs clés, notamment à la terre, a aussi une incidence sur le degré de l'impact positif ou négatif de la hausse des prix alimentaires sur les ménages [32].

[29] FAO, La flambée des prix, cit.
[30] FAO, Évaluation de la situation mondiale, cit.
[31] FAO, La flambée des prix, cit.
[32] FAO, Évaluation de la situation mondiale, cit.

Effets de la hausse des prix alimentaires: la dimension hommes-femmes

Une question importante s'agissant des changements de bien-être induits par la hausse des prix alimentaires est de déterminer s'il existe des différences notables entre les ménages ayant à leur tête un homme ou une femme [33].

Une analyse empirique de la FAO montre que, globalement, les ménages dirigés par des femmes sont plus pénalisés par les hausses des prix alimentaires, du point de vue de la baisse de leur consommation, et tendent à être moins avantagés par les améliorations potentielles de la production vivrière de base . Une exception importante constatée dans les pays étudiés concerne les zones urbaines du Pakistan où les ménages dirigés par des femmes sont nombreux dans les groupes de revenus les plus riches. Parmi les ménages ruraux, ceux qui sont dirigés par des femmes subissent des pertes de bien-être beaucoup plus importantes dans tous les pays.

L'impact différentiel global des hausses des prix sur les ménages dirigés par des femmes et sur ceux dirigés par des hommes est dû au fait que, pour des niveaux de revenu comparables, les premiers tendent à consacrer à l'achat de nourriture une plus grande partie de leur revenu que les seconds, de sorte que les hausses des prix alimentaires ont un impact négatif plus marqué sur leur consommation. En outre, les ménages dirigés par des femmes font l'objet de diverses discriminations qui limitent leur capacité de produire des aliments et, par conséquent, de bénéficier des augmentations des prix des produits alimentaires. Les principales contraintes auxquelles sont confrontés ces ménages sont les discriminations en matière d'accès aux facteurs de production et aux services, en particulier à la terre et au crédit [34].

4.3. Impact sur la pauvreté

Certes, la hausse des prix alimentaires et l'augmentation du prix des carburants ont toutes deux un impact négatif sur la pauvreté. Toutefois, en termes d'impact direct, le problème majeur demeure l'augmentation des coûts alimentaires, en particulier pour les pauvres des zones urbaines. La raison principale réside dans le fait que la part alimentaire du budget des ménages dépasse en général largement la part directe des produits et des services liés au pétrole, en particulier dans les pays émergents et en développement. Dans les grandes économies émergentes, cette part dépasse généralement 25%, contre plus de 50% dans les économies développées. En revanche, la part dépensée en carburant représente souvent moins de 10%, en partie grâce aux subventions en carburant élevées concédées dans certains pays. Dans les économies avancées, la part alimentaire des dépenses des ménages des revenus totaux est bien moindre, mais dépasse toujours 10%. Cependant, des augmentations répétées des prix des carburants ces trois dernières années ont largement excédé celles des prix alimentaires, même en tenant compte de l'accélération des prix alimentaires de ces derniers mois. Ce facteur, allié à l'impact indirect des hausses des prix des carburants sur les revenus réels des ménages, plus significatif selon les études de cas que leur impact direct, sont des raisons valables de ne pas négliger l'impact global des prix des carburants sur les populations pauvres.

Au sein des pays, les pauvres des zones urbaines sont les plus affectés par les prix alimentaires et des carburants élevés, les pauvres des zones rurales étant plus susceptibles de subvenir au moins en partie à leurs besoins alimentaires. Les ménages à faibles revenus sont moins à même de protéger leurs revenus face à l'inflation, mais les questions de répartition nationale sont essentielles dans l'analyse des groupes les plus vulnérables, non seulement à une inflation plus sévère, mais tout autant aux variations de prix relatifs. Les pauvres des zones urbaines, tout comme les agriculteurs en déficit alimentaire, sont les plus touchés par l'inflation des prix alimentaires car leur approvisionnement alimentaire dépend de l'achat de nourriture. Bien que mieux protégés, même les agriculteurs en surplus alimentaire peuvent ne pas bénéficier de la flambée des prix alimentaires, la transition à des coûts d'intrants plus élevés (carburants, fertilisants et transport) étant souvent plus rapide que l'augmentation des prix alimentaires sur les marchés mondiaux. Enfin, la malnutrition pourrait rapidement toucher plus de 40% de la population totale des pays en développement.

[33] FAO, La flambée des prix, cit.
[34] FAO, Évaluation de la situation mondiale, cit.

La dépendance importante des importations, ainsi que l'incidence élevée de la pauvreté, rendent les pays encore plus vulnérables aux augmentations des prix alimentaires. La qualité médiocre des données, en particulier pour les petits pays pauvres les plus affectés, rend difficile l'évaluation de l'impact de la pauvreté.
On estime actuellement que la Gambie, le Swaziland, la Mauritanie et Haïti font partie des pays où l'augmentation des prix alimentaires à l'importation a l'impact le plus profond sur la pauvreté [35].

4.4. Impact sur l'agriculture

La hausse des prix alimentaires pourrait entraîner les revenus des agriculteurs à la hausse si l'évolution des prix mondiaux se propage aux marchés locaux et si les agriculteurs peuvent réagir. Toutefois, la transmission peut être entravée par les politiques sur les prix nationaux et par les coûts de transport. En Afrique intérieure par exemple, l'effet des variations mondiales de prix peut être négligeable. Au Malawi, pays enclavé, le transport du maïs du port de Beira coûte environ 50-60$ la tonne, plus au moins 25$ la tonne jusqu'au Golfe du Mexique. Lorsque les prix mondiaux du maïs atteignaient environ 100$ la tonne, le prix paritaire à l'importation pour le Malawi atteignait 175$ la tonne, augmentant ainsi la valeur du maïs produit dans le pays. Le coût de production d'une tonne de maïs étant d'environ 100$ au Malawi, il était logique pour le pays d'en produire autant que possible. Avec les prix mondiaux à plus de 200$ la tonne, ce raisonnement est d'autant plus valide.
Les prix de transport élevés poussant les prix paritaires à l'importation à la hausse, ils brident également les prix paritaires à l'exportation. Avec un maïs à 100$ la tonne, ceux-ci atteindraient environ 25$, mais les niveaux de prix actuels atteignent actuellement 125$ et le Malawi peut sérieusement envisager d'exporter sa production, malgré le fait que les prix actuels sont peu susceptibles de se maintenir à un tel niveau. L'expérience suggère que les agriculteurs pourraient manquer de crédits et d'intrants nécessaires à court terme. Mais ils pourraient en bénéficier à moyen et à long terme, comme cela a été le cas lors des révolutions vertes en Asie et dans de nombreux pays africains ces dernières années [36].

4.5 Les impacts à l'échelon mondial et régional

Les estimations provisoires de la FAO indiquent que le nombre de personnes sous alimentées en 2007 a augmenté de 75 millions par rapport à l'effectif de 848 millions de personnes estimé par la FAO pour la période 2003-05, la hausse étant pour une large part attribuée aux prix élevés des produits alimentaires. L'effectif de personnes sous-alimentées dans le monde se chiffrerait donc à 923 millions de personnes en 2007. Étant donné que les prix des céréales de base et des oléagineux ont continué à monter en flèche pendant une bonne partie du 1er trimestre 2008, il est probable que le nombre de personnes souffrant de faim de manière chronique a continué à augmenter.
L'impact de la hausse des prix alimentaires sur la prévalence de la faim est encore plus marqué. Des progrès réguliers ont été accomplis vers l'objectif de réduction de la faim des OMD dans le monde en développement, puisque cette prévalence qui était de 20% en 1990-92, est tombée à moins de 18% en 1995-97 et à un peu plus de 16% en 2003-05. Toutefois, les estimations de la FAO jusqu'à la fin 2007 indiquent que cette tendance s'est ensuite inversée, puisque la proportion de personnes souffrant de la faim dans le monde en développement est remontée à 17%, soit à peu près le même niveau qu'il y a une décennie. Atteindre les objectifs de réduction de la faim convenus au niveau international d'ici à 2015, c'est-à-dire dans quelques années, devient une véritable gageure.
Au niveau régional, c'est en Asie et en Afrique subsaharienne que le nombre de personnes sous-alimentées a le plus augmenté à la suite de la hausse des prix alimentaires. Ensemble, ces deux régions abritaient déjà 750 millions, ou 89%, des personnes souffrant de la faim dans le monde en 2003-05. La FAO estime qu'à la suite de la hausse des prix, 41 millions de personnes plus en Asie

[35] FMI, Food and Fuel Prices—Recent Developments, Macroeconomic Impact, and Policy Responses. An Update, septembre 2008, http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2008/091908.pdf
[36] ODI, Rising food prices: a global crisis, Briefing Paper n. 37, avril 2008, http://www.odi.org.uk/publications/briefing-papers/37-rising-food-prices-global-crisis.pdf

et 24 millions de personnes de plus en Afrique subsaharienne ont basculé en dessous du « seuil de la faim ». Malgré des réductions en nombre, d'autres régions ont aussi vu augmenter la prévalence de la faim par suite de la montée des prix alimentaires. Dans le cas de l'Amérique latine, il s'agit d'un brusque retour en arrière après plus d'une décennie de progression constante vers l'objectif de la sécurité alimentaire mondiale.
Avant la poussée des prix alimentaires, les estimations de la FAO pour 2003-05 montraient que les quatre régions en développement avançaient sur la voie de la réduction de la prévalence de la faim. Toutefois, cette tendance positive s'est inversée dans toutes les régions, de sorte que, pour la première fois depuis le Sommet mondial de l'alimentation, la prévalence de la faim s'est accrue dans l'ensemble du monde en développement [37].

4.5.a Les foyers de famine

Les foyers de famine sont des zones dans lesquelles une part importante de la population est gravement touchée de manière récurrente et persistante par la faim et la malnutrition. Dans de nombreux cas, ces foyers touchent des pays qui ont connu pendant plusieurs années consécutives des crises alimentaires, résultant généralement de graves aléas climatiques, de catastrophes naturelles, de chocs économiques, de conflits ou d'une combinaison de ces facteurs. Selon le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO (SMIAR), qui suit en permanence la situation sur tous les continents et tient une liste des pays qui sont en butte à des crises, 36 pays étaient dans ce cas et avaient besoin d'une assistance externe, en juin 2008. Depuis la flambée des prix alimentaires, la liste des pays vulnérables ayant besoin d'une assistance externe s'est allongée [38].

Tableau 1 – Pays ACP en crise ayant besoin d'une aide extérieure [39]

+ : amèlioration - : aggravation = : aucun changement

Nature de l'insecurité alimentaire	Raisons principales	Changements vis-à-vis avril 2008
AFRIQUE		
Déficit exceptionnel de la production/des disponibilités vivrières		
Lesotho	Faible productivité, pandémie de VIH/SIDA	+

[37] FAO, Évaluation de la situation mondiale, cit.
[38] FAO, Évaluation de la situation mondiale, cit.
[39] Elaboré sur la base de FAO, Perspectives de récolte et situation alimentaire, n. 3, juillet 2008, ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai470f/ai470f00.pdf
Les pays en crise nécessitant une aide extérieure sont ceux qui devraient manquer de ressources pour traiter eux-mêmes les problèmes d'insécurité alimentaire signalés. Les crises alimentaires sont presque toujours le résultat d'une conjugaison de facteurs; aux fins de planification des interventions, il importe de déterminer si la nature des crises alimentaires est essentiellement liée au manque de disponibilités vivrières, à un accès limité à la nourriture, ou à des problèmes graves mais localisés. En conséquence, les pays nécessitant une aide extérieure se répartissent en trois grandes catégories, qui ne s'excluent pas mutuellement, comme suit:
• Pays confrontés à un déficit exceptionnel la production/des disponibilités vivrières par suite de mauvaise récolte, de catastrophe naturelle, d'interruption des importations, de perturbation de la distribution, de pertes excessives après récolte ou d'autres goulets d'étranglement des approvisionnements.
• Pays où le manque d'accès est généralisé et où une part importante de la population est jugée dans l'impossibilité d'acheter de la nourriture sur les marchés locaux, en raison de revenus très faibles, de la cherté exceptionnelle des produits alimentaires ou de l'incapacité à circuler à l'intérieur du pays.
• Pays touchés par une grave insécurité localisée en raison de l'afflux de réfugiés, de la concentration de personnes déplacées à l'intérieur du pays ou de la combinaison, en certains endroits, des pertes de récolte et de l'extrême pauvreté. FAO, Perspectives de récolte et situation alimentaire, n. 3, juillet 2008, ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai470f/ai470f00.pdf
Il faut souligner que dans la liste des pays ACP ayant besoin d'une aide extérieure, les 'Perspectives de récolte et situation alimentaire' de la FAO de juillet 2008 ne mentionne pas la République Dominicaine ni Haïti qui étaient pourtant présents dans la même liste datée avril 2008, et que le Zimbabwe n'y est plus listé comme un pays dont les perspectives de récolte sont défavorables pour la campagne en cours. Voir : FAO, Perspectives de récolte et situation alimentaire, n. 3, avril 2008, ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai465f/ai465f00.pdf

Somalie	Conflit, conditions climatiques adverses	-
Swaziland	Faible productivité, pandémie de HIV/SIDA	+
Zimbabwe	Aggravation des difficultés économiques, conditions climatiques adverses	-
Manque d'accès généralisé		
Erythrée	PDI, difficultés économiques	=
Libéria	Dégâts causés par la guerre	+
Mauritanie	Années de sécheresse consécutives	-
Sierra Leone	Dégâts causés par la guerre	+
Grave insécurité alimentaire localisée		
Burundi	Troubles civils PDI, rapatriés	=
Congo	PDI	=
Congo, Rép. Dém. du	Troubles civils, rapatriés	=
Côte d'Ivoire	Dégâts causés par le conflit	+
Ethiopie	Insécurité localisée, pertes de récolte à certains endroits	-
Ghana	Effets de la sécheresse et des inondations	+
Guinée	Réfugiés, conflit	-
Guinée-Bissau	Insécurité localisée	=
Kenya	Troubles civils, conditions climatiques adverses, ravageurs	-
Ouganda	PDI	-
République centrafricaine	Réfugiés, insécurité en certains endroits	=
Soudan	Troubles civils (Darfur), insécurité (Sud-Sudan)	-
Tchad	Réfugiés, conflit	-
ASIE		
Timor-Leste	PDI, prix alimentaires élevés	=

Tableau 2 – Pays ACP dont les perspectives de récolte sont défavorables pour la campagne en cours [40]

+ : amèlioration - : aggravation = : aucun changement

AFRIQUE		
Ethiopie	Pluviosité insuffisante	-
Kenya	Pluviosité insuffisante, maladies des cultures	-
Somalie	Conditions climatiques adverses, conflits	-

Le nombre de pays en butte à des crises alimentaires a augmenté au cours des deux dernières décennies et les causes profondes sont de plus en plus complexes, en particulier quand des catastrophes provoquées par l'homme interagissent avec des catastrophes naturelles et débouchent sur des crises complexes et prolongées. Jusqu'au début des années 90, les catastrophes naturelles étaient les principales causes de l'insécurité alimentaire, mais au cours de la décennie écoulée, les crises dues à l'action de l'homme ont pris le dessus.
Les catastrophes naturelles à évolution lente (comme la sécheresse) continuent à causer plus de crises alimentaires que les catastrophes ponctuelles (inondations, cyclones, ouragans, tremblements de terre, éruptions volcaniques). Les catastrophes provoquées par l'homme sont généralement liées à un conflit ou causées par des perturbations socio- économiques. Le nombre absolu de pays confrontés à des crises alimentaires à la suite d'une guerre ou d'un conflit s'est

[40] Elaboré sur la base de FAO, Perspectives de récolte et situation alimentaire, n. 3, juillet 2008, ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai470f/ai470f00.pdf. Les pays les perspectives sont défavorables réduction des superficies ensemencées et/ou de mauvaises conditions météorologiques, d'attaques sorte que l'état des cultures devra être suivi de près pendant le reste de la période de végétation. Source : FAO, Perspectives de récolte, cit.

accru depuis les années 80, de même que la proportion de crises alimentaires dues à des facteurs socio-économiques, passée d'environ 2% à 27%, en 2007. La récente envolée des prix des produits alimentaires importés est un exemple de perturbation socio-économique de nature à provoquer ou à exacerber des crises alimentaires dans de nombreux pays.
Étant donné que l'on ne sait pas au juste quel sera l'impact de la flambée des prix alimentaires sur les pays, les ménages et les individus dans le monde, la distinction entre les pays déjà « en crise » et ceux qui sont hautement vulnérables à ces chocs des prix, ou « à risque » est beaucoup plus floue. Les principaux facteurs de risque qui déterminent la vulnérabilité des pays aux prix élevés des denrées englobent des causes structurelles sous-jacentes de vulnérabilité, telles que les niveaux existants de pauvreté, de faim, d'inégalité des revenus et la prévalence des maladies. D'autres facteurs de vulnérabilité actuels entrent aussi en jeu, notamment les variations de l'inflation des prix alimentaires dans les pays, et les facteurs qui mesurent la dépendance d'un pays à l'égard des importations de vivres et de carburants. La prédisposition historique aux catastrophes naturelles et l'efficacité relative des politiques sont d'autres facteurs, mais ils ont moins de poids. Les prix élevés des produits alimentaires ont ajouté de nouvelles dimensions à la vulnérabilité. Alors qu'ils ont d'une manière ou d'une autre eu des répercussions dans tous les pays, leur impact a été particulièrement sévère dans des pays où les revenus sont bas et où la majorité des ménages dépensent une part importante de leurs budgets limités pour se nourrir. Bon nombre de ces pays ont déjà des taux de sous-alimentation élevés [41].

4.5.b Les crises alimentaires: une revue de la région ACP

En **Afrique de l'Ouest** et en **Afrique centrale**, la hausse des prix des produits alimentaires, qui se poursuit, pèse toujours sur le pouvoir d'achat des consommateurs et leur accès à la nourriture dans toute la sous-région, en dépit des diverses mesures prises par les pouvoirs publics. À titre d'exemple, à Ouagadougou (**Burkina Faso**), le prix du mil - principale denrée de base - enregistrait début juin 2008 une augmentation de 33% par rapport à la même époque l'an dernier, tandis que pour celui du riz importé, l'accroissement était de 87% pour la même période. En **République centrafricaine**, le prix du riz a augmenté de 71% entre janvier et juin. Les prix d'autres denrées alimentaires, telles que le manioc, l'huile et la viande, ont plus que doublé sur la même période. Dans les pays situés le long du golfe de Guinée de l'Afrique de l'Ouest et dans une grande partie de l'Afrique centrale, la récolte du maïs de la première campagne de 2008 est imminente, ce qui devrait alléger les effets de la hausse des cours mondiaux des produits sur les consommateurs de ces pays. Toutefois, dans les pays du Sahel où la période de disette est habituellement au plus fort en juillet et août, la tendance à la hausse des prix des céréales devrait persister jusqu'à ce que les nouvelles récoltes locales parviennent sur les marchés en septembre.
En **Afrique de l'Est**, ceux qui ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence sont toujours plus nombreux, du fait des mauvaises récoltes, des conflits, des troubles civils ou de la conjugaison de ces facteurs. En **Somalie**, la situation des disponibilités vivrières est inquiétante suite à trois mauvaises récoltes consécutives, à la perturbation des marchés, à une importante dévaluation de la monnaie locale, au renchérissement des produits alimentaires et à l'insécurité civile croissante. Depuis janvier 2008, les mouvements de population pour fuir la capitale ont augmenté de 20%, ce qui porte le nombre de personnes qui ont quitté Mogadiscio depuis février 2007 à 860 000 au total. Selon les estimations actuelles, 2,6 millions de personnes ont besoin d'une aide d'urgence, ce qui représente une augmentation de plus de 40% depuis janvier de cette année, tandis que le nombre de personnes déplacées dans le pays s'élèverait à 1,1 million. Par ailleurs, comme l'indique l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire, la situation risque de se dégrader encore et à la fin de l'année, 3,5 millions de personnes - soit environ la moitié de la population totale - pourrait avoir besoin d'un appui aux moyens de subsistance ou d'une aide humanitaire. Du fait de la hausse des prix des produits alimentaires, de l'insécurité civile et des mauvais résultats de la récolte «belg» actuellement rentrée, le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire d'urgence en **Éthiopie** jusqu'en novembre 2008 est estimé actuellement à 4,6 millions, soit une augmentation de 2,6 millions par rapport aux estimations d'avril 2008. En outre, ce chiffre pourrait encore être relevé, car 8 millions de personnes restent exposées à l'insécurité alimentaire chronique. Selon les

[41] FAO, Évaluation de la situation mondiale, cit.

évaluations, quelque 510 000 tonnes de nourriture sont nécessaires pour ces 4,6 millions de personnes, alors que 118 000 tonnes seulement (23%) sont disponibles ou ont été promises. Ainsi, des contributions supplémentaires s'imposent pour éviter une dégradation de la situation alimentaire des personnes touchées. À **Djibouti**, la population pastorale et les pauvres urbains ont besoin de secours d'urgence, la sécurité alimentaire allant s'amenuisant suite au renchérissement des denrées et à l'insuffisance des précipitations. Des mesures sanitaires préventives sont en outre nécessaires pour éviter les épidémies d'origine hydrique. En **Érythrée**, la cherté des produits alimentaires et l'inflation continuent de peser sur une grande partie de la population, tandis que les tensions dans la région, nouvelles ou persistantes, pourraient entraîner d'autres déplacements de population et des besoins d'aide humanitaire. Au **Kenya**, la cherté des céréales et d'autres biens essentiels, les troubles et les épizooties ont empêché les éleveurs de se remettre de la sécheresse et accru leur insécurité alimentaire. Les personnes touchées par la violence qui a suivi les élections ainsi que les PDI resteront tributaires de l'aide humanitaire et de l'appui au redressement au cours des prochains mois. Dans la partie orientale du sud du **Soudan**, les ménages sont actuellement exposés à une grave insécurité alimentaire en raison des pénuries suscitées par la perte des récoltes lors des inondations de l'an dernier. Dans le nord, les déplacements et la perte des moyens de subsistance devraient se poursuivre dans le Darfour, où 180 000 personnes de plus ont été déplacées au cours des cinq premiers mois de 2008. Étant donné que l'action des organismes humanitaires est limitée en raison des restrictions imposées pour raison de sécurité, que la nourriture et l'eau manquent et que les camps sont surpeuplés, il est probable que les souffrances des personnes vulnérables s'accoiseront. En **Ouganda**, la crise alimentaire persistera probablement dans le district du Karamodja. Plus de 700 000 personnes sont aux prises avec l'insécurité alimentaire et ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence en raison de l'insécurité persistante, des dégâts provoqués par les inondations localisées de 2007, de la chute des prix du bétail et de l'insuffisance des précipitations au cours des trois dernières années.

En **Afrique australe**, les populations vulnérables de plusieurs pays, en particulier le **Zimbabwe**, le **Lesotho** et le **Swaziland**, devraient être confrontées à l'insécurité alimentaire pendant la campagne commerciale 2008/09 qui s'est ouverte avec une récolte de céréales de la campagne principale globalement médiocre en avril. Au Zimbabwe, une évaluation conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires a estimé la production nationale de maïs de la campagne principale de 2008 à 575 000 tonnes, soit quelque 28% de moins que le volume produit en 2007 (800 000 tonnes, selon la mission d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires), qui était lui inférieur d'environ 44% aux chiffres annoncés par le gouvernement en 2006. La mission a aussi estimé à 2 millions environ le nombre de personnes qui seront en situation d'insécurité alimentaire dans les zones rurales et urbaines entre juillet et septembre 2008; ce nombre passera à 3,8 millions en octobre et décembre et culminera à 5 millions environ au plus fort de la période de soudure, entre janvier et mars 2009. Une aide alimentaire d'environ 395 000 tonnes de céréales devra leur être fournie en 2008/09. Au Swaziland, une autre mission a estimé la récolte nationale de maïs pour 2008 à 64 000 tonnes environ. Bien que ce chiffre représente plus du double du volume produit l'an dernier, il reste bien inférieur aux résultats de chacune des quatre années précédentes. Au Lesotho, la récolte céréalière totale de 2008 est pratiquement identique au volume de l'an dernier touché par la sécheresse et représente quelque 18% de moins que la moyenne des cinq années précédentes. Plusieurs autres pays de la région qui dépendent des importations sont aussi particulièrement vulnérables face à la flambée des prix des produits alimentaires et de l'énergie. Au **Lesotho** et au **Swaziland**, la pauvreté généralisée et l'impact du VIH/sida ont entraîné une grave insécurité alimentaire.

Dans la **région des Grands Lacs,** l'incertitude qui règne quant à la sécurité dans le nord-est de la **République démocratique du Congo** continue de toucher un grand nombre de personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire. Les accords de pays conclus récemment permettraient à de nombreuses PDI de retourner chez elles, mais elles ont besoin d'une aide importante pour redémarrer les activités agricoles. La cherté des produits alimentaires a des répercussions néfastes sur de nombreux ménages au **Burundi** et une aide alimentaire et agricole est nécessaire, en particulier à l'intention des personnes rapatriées et des PDI qui se réinstallent.

En **Asie**, l'insécurité alimentaire continue de régner au **Timor-Leste**, en raison de la forte dépendance du pays à l'égard des importations de céréales, de l'instabilité sociale et du grand nombre de chômeurs [42].

5. La crise alimentaire: menaces..

La récente crise a fait apparaître la vulnérabilité des ménages, des gouvernements et du système international à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Les conséquences immédiates de prix alimentaires élevés auront nécessairement un impact sur la capacité du monde à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en particulier ceux qui ont trait à la réduction de la pauvreté et de la faim, à la mortalité infantile, à la santé maternelle et à l'éducation de base. S'il ne lui est pas fait face dès maintenant par une démarche unifiée des parties prenantes, la crise risque de réduire à néant les gains réalisés au fil des années dans les domaines politique et développemental et se traduire, pour l'ensemble de la communauté mondiale, par d'importants coûts d'ordre humanitaire, sanitaire, environnemental et économique ainsi qu'en termes de droits de l'homme.

Dès avant la crise des prix alimentaires dans le monde, on estimait à environ 854 millions le nombre de mal nourris. Le coût élevé des produits alimentaires risque de faire basculer 100 millions de plus dans la pauvreté et la faim. Si les risques que cause une insécurité alimentaire et nutritionnelle accrue sont peut être plus prononcés en milieu urbain, où les gens dépendent exclusivement des marchés et sont généralement plus portés à faire entendre leurs besoins, ils sont particulièrement importants aussi en milieu rural, où vivent 75% de la population et où un fort pourcentage de ménages ruraux pauvres sont acheteurs nets de produits alimentaires. Il apparaît déjà clairement que beaucoup de petits exploitants, qui constituent la grande majorité des producteurs, sont incapables de répondre aux hausses des prix par une augmentation de leur production faute d'accès aux facilités financières, aux facteurs de production et aux marchés. Ils en sont de ce fait réduits à se débattre pour nourrir leur famille. Les communautés ou groupes qui ont été victimes de discrimination et d'exclusion sociale pour l'accès à des ressources productives, à un travail décent, à la sécurité sociale, etc. seront probablement hautement vulnérables à l'impact de l'augmentation des prix alimentaires. Cela comprend les communautés autochtones, les minorités ethniques, les invalides, les populations déplacées, les apatrides et les migrants. En particulier, beaucoup de réfugiés et de populations déplacées à l'intérieur de leur propre pays ont besoin d'une aide alimentaire pour vivre et/ou manquent d'accès à une terre à cultiver, à l'emploi et à des activités génératrices de revenus.

Le risque est que le maintien de prix élevés et l'absence de mesures pour aider ces populations vulnérables aient un impact irréversible sur le développement humain, en particulier pour les femmes et les enfants. Ils sont plus de 80% dans le monde à ne pas avoir accès à quelque forme de système de protection sociale que ce soit, ce qui veut dire que le dispositif le plus efficace pour toucher les populations vulnérables n'est pas en place. Ceci laisse des millions de personnes à dépendre, pour survivre, de moyens limités, souvent nocifs, comme de réduire le nombre des repas, de consommer des aliments moins nutritifs, de sortir les enfants de l'école, de vendre le bétail et autres actifs ou d'emprunter pour nourrir leur famille. La réduction de la ration nutritionnelle risque d'accroître les taux de malnutrition pour des générations avec effet de spirale. Elle aggrave l'état de santé des populations et réduit la résistance à la maladie et aux chocs, Déjà, la faim et la malnutrition sont cause de la mort de plus de 3,5 millions d'enfants par an, soit plus de 10.000 enfants par jour.

L'augmentation des prix alimentaires est menace de troubles et d'instabilité politique. La menace se fait particulièrement sentir dans les pays en proie à un conflit ou qui en sortent dans lesquels les institutions politiques et sociales sont fragiles et moins à même d'assurer la réaction rapide de nature à calmer le mouvement de panique sociale. Sont particulièrement préoccupants les pays engagés dans une transition politique délicate ou qui comptent des groupes politiques ou criminels organisés prêts à se saisir de frustrations populaires pour défier l'Etat et son autorité. D'autres

[42] FAO, Perspectives de récolte, cit.

pays à surveiller comprennent ceux qui souffrent déjà de graves situations humanitaires ou qui sont soumis à des sanctions ou embargos économiques [43]

..et opportunités

La situation actuelle sonne l'alarme: il faut agit immédiatement dans plusieurs domaines qui peuvent contribuer à réaliser la sécurité alimentaire et à faire reculer la pauvreté dans le monde.
Si la majeure partie de la production agricole va continuer à être le fait de grandes exploitations, une chance particulière se présente d'accroître de manière spectaculaire la productivité et la production des petites. Les investissements publics, généralement favorables à la mise en place d'un environnement porteur pour toutes les tailles d'exploitations, sont particulièrement importants pour donner aux petits exploitants des chances égales de réaliser leurs avantages comparatifs dans la production agricole. Des politiques et programmes visant à remédier aux contraintes qui pèsent sur les petits exploitants peuvent inciter à une augmentation des investissements publics et privés en développement agricole et rural dans beaucoup de pays à faible revenu qui souffrent d'un déficit alimentaire. Il faut des interventions bien ciblées pour assurer un accès urgent aux facteurs de production agricole (semences et engrais), la modernisation de l'infrastructure et l'application de méthodes pour réduire les pertes d'après récolte. Ceci stimulera les rendements et augmentera la protection des ménages ruraux et l'offre alimentaire locale globale. Il faudra compléter ces mesures par des investissements sensiblement accrus en technologie, recherche et infrastructure agricoles ainsi que par des mesures tendant à stimuler la productivité des petites exploitations en tenant dûment compte de l'application de pratiques ménagères de l'environnement (comme celle d'une agriculture de conservation, la préservation de l'eau et des sols). Appliquées de manière systématique, ces mesures, accompagnées d'un meilleur accès à des possibilités de financement et aux marchés, feront beaucoup pour augmenter la contribution de l'agriculture à la croissance économique et au recul de la pauvreté.
Compte tenu de ce qui est déjà en place et qui fonctionne bien, la situation actuelle fournit une chance importante de porter une plus grande attention à l'évaluation des besoins, aux alertes rapides, à la planification pour imprévus et à la gestion des risques. Cela donne un moyen d'anticiper et d'atténuer les risques liés à la volatilité du marché alimentaire dans l'avenir. Des programmes internationaux d'aide alimentaire sont d'une importance capitale pour répondre aux besoins de populations vulnérables et pour les empêcher de tomber progressivement dans le dénuement et de recourir à des palliatifs dangereux.
Toutefois, ces programmes ne peuvent pas toucher tous les mal nourris et les affamés du monde. Ce qu'il faut, c'est mettre en place des systèmes ciblés de protection sociale qui assurent progressivement une couverture universelle aux catégories vulnérables et à ceux qui souffrent de marginalisation et de discrimination, comme les personnes âgées, les invalides, les enfants, les réfugiés et les personnes déplacées, avec articulation sur d'autres services de base. On pourra en outre entreprendre une expansion ou une révision de programmes d'importance critique dans les domaines de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement ainsi que de la santé. Une fois en place, ces programmes seront facteurs de résistance aux chocs futurs. Ce sera un pas crucial de fait vers la réalisation du droit à une alimentation et la promotion d'une nutrition viable au- delà du contexte d'urgence immédiate.
Enfin, une chance se présente aux acteurs internationaux d'adopter une position stratégique nouvelle sur des questions clés comme le commerce agricole et d'évaluer la manière la plus efficace de faire face à la volatilité des marchés alimentaires. L'existence de prix élevés peut conduire à adopter, en matière de commerce agricole, des politiques responsables qui bénéficieront aux pays à faible revenu, par exemple en créant un secteur d'agriculture commerciale viable. L'adoption d'engagements forts pour réformer les programmes de subventions agricoles et l'accès aux marchés contribueraient à écarter un obstacle majeur au progrès des négociations commerciales de Doha dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tout en continuant à appliquer les dispositions convenues pour protéger les consommateurs dans les pays à faible revenu importateurs de produits alimentaires et comprenant des dispositions tendant à compléter les efforts en vue d'accroître l'investissement dans la petite

[43] NU, Cadre Global d'action, cit.

agriculture des pays en développement. Dans le même temps, un consensus est nécessaire sur les moyens d'assurer une plus grande complémentarité entre les priorités de la production alimentaire, l'évolution de la situation dans le domaine des biocarburants et la gestion de l'environnement, ce qui inclut une réévaluation des politiques actuelles de subventions pour les biocarburants. En outre, il faut envisager des mesures pour redonner confiance dans les systèmes du commerce international et régional, notamment pour savoir s'il convient de (re)constituer des stocks céréaliers mondiaux et régionaux bien gérés ou de faire davantage appel à des instruments du marché financier susceptibles de protéger les pays contre la volatilité des marchés alimentaires. Ces opportunités doivent s'accompagner de résultats en termes d'améliorations mesurables de la sécurité alimentaire dans les pays, de résistance accrue aux chocs d'ordre alimentaire au niveau des ménages et des pays ainsi que de volatilité réduite des marchés alimentaires [44].

6. Hausse des prix alimentaires: évaluation des options de politique économique

Comme nous l'avons noté précédemment, la flambée des prix des denrées alimentaires s'accompagne à la fois de menaces et d'opportunités. L'analyse qui précède a montré que pour les ménages les plus pauvres, acheteurs net, la flambée des prix des produits alimentaires de base entraîne des pertes de bien-être potentiellement importantes, au moins à court terme. Dans le même temps, ces hausses entraînent une valorisation des actifs agricoles et offrent la possibilité de stimuler l'investissement privé dans le secteur agricole si les biens publics nécessaires sont disponibles.

La crise actuelle sert à rappeler la fragilité de l'équilibre entre les approvisionnements alimentaires mondiaux et les besoins de la population du globe, et le fait que les engagements souscrits antérieurement pour accélérer les progrès vers l'éradication de la faim dans le monde, en particulier à travers le développement agricole et rural, n'ont pas été tenus. L'urgence aujourd'hui est de soulager les souffrances liées à la faim et à la malnutrition et de stimuler l'offre au plus vite pour rétablir un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de produits alimentaires, en particulier dans les pays en développement. Mais pour que ces mesures immédiates puissent avoir un effet durable, elles devront être suivies d'actions à moyen terme visant à réduire rapidement et de façon permanente le nombre de personnes victimes de la faim et de la malnutrition. Ces actions devront être engagées non seulement à l'échelle nationale, mais aussi mondiale, au niveau des biens publics, des politiques commerciales, des marchés et des réponses au changement climatique. À plus long terme, l'accent doit être mis sur la formation et l'accompagnement des agriculteurs pour qu'ils puissent appliquer des technologies durables et intensifier leur production, afin de pouvoir continuer de répondre aux besoins alimentaires des générations futures dans un contexte d'accroissement de la population et de la demande effective, de raréfaction des ressources en terre et en eau disponibles, et d'augmentation des risques associés au changement climatique.

Il y a donc une dichotomie entre les actions nécessaires pour protéger le bien-être des plus pauvres et des populations qui souffrent de la faim en leur apportant une aide directe, dans les situations d'urgence notamment, tout en mettant en place les ressources publiques et en élaborant des politiques visant à relancer le secteur agricole et à revitaliser les économies rurales à moyen terme. Dans un contexte de hausses des prix agricoles, les mesures d'urgence incluent également les actions destinées à stimuler la réactivité de l'offre à court terme, en facilitant l'accès des petits producteurs aux facteurs de production essentiels [45].

6.1 Filets de sécurité, protection sociale et relance rapide du secteur agricole

Il est essentiel de protéger les populations les plus vulnérables aux chocs de prix alimentaires contre la pénurie de nourriture, la perte d'actifs et l'érosion de leur pouvoir d'achat réel. Ce type de mesures contribue non seulement à sauver des vies mais aussi à consolider les moyens d'existence et promouvoir le développement à plus long terme. Les filets de sécurité et la

[44] NU, Cadre Global d'action, cit.
[45] FAO, La flambée des prix, cit.

protection sociale contribuent à lutter contre la malnutrition, dont les effets sur l'individu se font sentir tout au long de la vie, à prévenir les ventes forcées de biens saisis et à continuer à investir dans l'éducation et la santé au moment où ces dépenses sont rendues plus aléatoires par la hausse des prix alimentaires, toutes choses qui aident les ménages à ne pas basculer dans le piège de la pauvreté.

À très court terme, la protection des plus vulnérables peut impliquer la distribution directe d'aliments, des subventions et des transferts monétaires ciblés ainsi que des programmes nutritionnels notamment en milieu scolaire. Le choix précis des instruments dépendra des dispositifs de protection sociale ou des filets de sécurité déjà existants, le cas échéant, et de la possibilité de les mobiliser.

À court et moyen terme, les programmes de protection sociale doivent être mis en place ou élargis et consolidés, pour ainsi permettre aux pays d'éliminer progressivement les subventions généralisées tout en s'assurant que leur population toute entière est à même de satisfaire ses besoins alimentaires. Pour trouver pleinement leur place parmi les priorités nationales de développement, ces programmes doivent être intégrés dans les plans nationaux de développement tels que stratégies nationales en matière de sécurité alimentaire et programmes de réduction de la pauvreté. Leur mise en œuvre aura des effets bénéfiques sur le régime alimentaire et la situation nutritionnelle des populations, résultat impossible à atteindre à travers un régime de subvention des intrants axé sur une culture unique. Des systèmes de protection sociale bien structurés et bien ciblés permettent d'apporter une aide directe aux plus démunis pour un coût très inférieur à celui d'actions plus larges et, partant, de s'inscrire dans la durée.

Sachant qu'une économie fondée sur les transactions monétaires prévaut en milieu urbain et que les réseaux sociaux y sont plus distendus, il est particulièrement important de renforcer les filets de sécurité pour les pauvres des zones urbaines. Ces filets joueront un rôle particulièrement important aussi pour les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel, notamment les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées.

Pour les ménages ruraux, il convient d'adopter une approche intégrée de la protection sociale, qui combine les transferts traditionnels (filets de sécurité collectifs) et des politiques destinées à permettre aux petits exploitants de réagir rapidement aux opportunités de marché créées par la hausse des cours. À très court terme, la réactivité de l'offre à des incitations par les prix, en particulier dans le cas des petits producteurs, peut être freinée par leur manque d'accès à des intrants essentiels comme les semences et les engrais. Dans ce contexte, des mesures de protection sociale, notamment la distribution de semences et d'engrais, directement ou à travers un système de bons et de « subventions intelligentes », peuvent constituer une réponse à court terme adéquate. Exécuté avec efficacité, un programme de cette nature aura pour effet d'augmenter le revenu des petits producteurs et de limiter les hausses de prix sur les marchés locaux, contribuant ainsi à l'amélioration de la situation nutritionnelle des foyers acheteurs net de denrées alimentaires.

Cependant, ces filets de sécurité demandent à être conçus avec le plus grand soin. Ils peuvent solliciter fortement les capacités institutionnelles, en particulier dans les pays où ce type de programmes est le plus nécessaire. Parmi les principaux risques à prendre en compte, il convient de mentionner le détournement des avantages liés à ces programmes par des groupes non ciblés, la revente de coupons par le groupe cible et l'exploitation de la rente de la part des responsables. Il est par ailleurs fondamental que ces programmes ne fassent pas obstacle à la formation d'un secteur privé en excluant les fournisseurs d'intrants locaux émergents [46].

6.2 Améliorer les politiques commerciales

Comme nous l'avons vu précédemment, de nombreux pays ont limité les exportations pour garantir la sécurité alimentaire nationale. Les restrictions de ce type aident parfois à contenir la pression sur les marchés intérieurs, mais elles peuvent aussi donner le signal de difficultés et conduire à des achats de panique sur le marché intérieur. Par ailleurs, dans certains pays où ces restrictions se sont avérées efficaces, les agriculteurs ont réduit les surfaces plantées en céréales

[46] FAO, La flambée des prix, cit.

au vu de la faiblesse des prix intérieurs conjuguée à la hausse des prix des intrants comme les carburants, les semences et les engrais.
Les restrictions à l'exportation exacerbent aussi l'instabilité des cours sur les marchés mondiaux, en particulier lorsqu'elles sont mises en place de manière ad hoc et sans concertation. La volatilité des marchés mondiaux contribue à son tour à aggraver la situation alimentaire dans d'autres pays.
Les aides à la production et les protections tarifaires dont bénéficie la production de biocarburants devront peut-être aussi être réexaminées du point de leurs effets sur la sécurité alimentaire. La Chine et l'Afrique du Sud ont déjà limité pour cette raison l'utilisation de céréales pour la fabrication d'éthanol, et certains observateurs ont appelé d'autres pays à intégrer aussi les considérations de sécurité alimentaire dans l'élaboration de leurs politiques.
Bien que les mesures visant à lever les restrictions à l'importation et à écouler les stocks de céréales vivrières sur le marché aient eu pour la plupart des effets immédiats et positifs sur les consommateurs et l'efficacité économique en général, elles ne sont pas sans inconvénients. Tout d'abord, elles n'apportent qu'un soulagement ponctuel. Une fois les taxes ou les tarifs douaniers ramenés à zéro, ces mesures ne permettent plus de faire baisser les prix. Ensuite, elles entraînent pour les gouvernements une perte de recettes qui peut, dans certains pays, être très substantielle.
Sous l'angle positif, les réductions tarifaires peuvent parfaitement se justifier d'un point de vue économique, en particulier si les tarifs douaniers initiaux se traduisaient par une distorsion exagérée du régime des échanges. Mais pour que ces baisses tarifaires deviennent permanentes, il faudrait que les gouvernements engagent des réformes complémentaires à moyen terme, notamment des mesures de réforme fiscale pour compenser au moins en partie la perte de recettes.
De plus, dans la mesure où la réduction des droits de douane implique une perte de protection pour les producteurs nationaux, des mesures complémentaires (assorties de stratégies de sortie crédibles) peuvent s'avérer nécessaires pour accompagner et faciliter la transition vers un environnement libéralisé. Parmi ces mesures, le renforcement des filets de sécurité, l'investissement public dans les infrastructures rurales, l'amélioration des services de vulgarisation ou toute autre politique susceptible de développer la réactivité de l'offre aux signaux du marché [47].

6.3 Stimuler l'investissement agricole et la réactivité de l'offre: des priorités fondamentales

À moyen et long terme, une attention renouvelée doit être portée au secteur agricole. La hausse des prix alimentaires est un élément important pour la relance de l'agriculture dans la mesure où elle fournit au secteur privé des incitations à investir et à produire. La relance de la production et de la productivité agricole offre une large marge d'action. L'augmentation de la productivité suppose des efforts substantiels et soutenus dans des domaines longtemps négligés comme la recherche, la vulgarisation agricole, le développement des infrastructures agricoles et autres ainsi que les instruments de crédit et de gestion du risque, autant d'améliorations qui devront compléter les incitations par les prix. Ces initiatives devront prendre en compte les défis liés aux effets à long terme potentiels du changement climatique ainsi que les effets à plus court terme de l'accroissement de la demande de biocarburants.
Les mesures de soutien doivent viser en particulier à permettre aux producteurs pauvres des zones rurales – les moins à même de répondre aux changements de signaux du marché – d'accroître leur production et leur offre de produits commercialisables. Ce soutien devra notamment prendre les formes suivantes: promouvoir la recherche agricole centrée sur les besoins des petits producteurs, qui pour la plupart exploitent des terres de plus en plus marginales; favoriser leur accès aux services agricoles, notamment la recherche, la vulgarisation et les services financiers, et renforcer leur capacité à utiliser ces services; leur garantir l'accès à des ressources naturelles comme la terre et l'eau; et encourager leur participation à des sources de revenu non agricoles, notamment à travers le paiement des services environnementaux. Il importe aussi d'aider les ménages pauvres en milieu rural à consolider leurs moyens d'existence dans un contexte d'incertitude climatique toujours croissante et de les informer des possibilités offertes par

[47] FAO, La flambée des prix, cit.

les nouvelles approches de la gestion des risques climatiques et autres, notamment sur le plan des assurances [48].
La stratégie à long terme la plus efficace pour faire face à la crise alimentaire est d'accélérer la croissance des rendements, en particulier des cultures alimentaires de base. L'approvisionnement en céréales doit continuer à répondre à la demande croissante en poussant les prix des céréales à la baisse. Bien que l'investissement privé dans la recherche agricole soit en hausse, il ne peut pas combler ce vide, les entreprises privées ne s'intéressant pas à des semences faciles à recycler d'une saison à l'autre. Et pourtant de nombreuses études économiques confirment que la recherche agricole dans les pays en développement génère des taux de rendements élevés, généralement de plus de 30% par an. Les instituts de recherche agricole nationaux dans les pays en développement ont subi des coupes budgétaires, en partie dues à des réductions fâcheuses des dépenses gouvernementales associées à des programmes d'ajustement structurel. De même, les centres de recherche agricole internationaux ont également subi des diminutions budgétaires résultant de l'interprétation de la chute des prix alimentaires par la communauté internationale comme une preuve que les pénuries alimentaires appartenaient au passé. Le soutien réaffirmé à la recherche et au développement agricole devrait inclure la formation à court et à long terme des scientifiques spécialisés dans l'agriculture, des bourses de recherche compétitives, le financement d'évaluations d'impact et une aide à la gestion et à l'organisation des instituts de recherche.
De plus, les institutions chargées de la transmission de la technologie du chercheur à l'agriculteur doivent être renforcées. Les services d'extension agricole doivent élargir leur mandat, de l'information technique et des nouvelles variétés et des taux d'application de fertilisants à davantage d'informations sur les prix et les marchés en réponse à la commercialisation croissante de l'agriculture dans les pays en développement. En outre, les efforts pour rendre les services d'extension plus réactifs aux besoins et aux contraintes des agriculteurs devraient être soutenus et renforcés.
Enfin, le meilleur moyen de garantir l'accès aux intrants agricoles modernes, tels que les fertilisants et de meilleures semences, est le développement de réseaux de distribution privés. Une approche consiste à collaborer avec les négociants en intrants agricoles pour améliorer la coordination et réduire les coûts. Les programmes de grande ampleur de subventions pour les fertilisants ne constituent pas une solution à long terme, mais ces subsides pourraient se justifier pour la démonstration des bienfaits des nouvelles technologies (temporairement) ou pour la réduction de la pauvreté (à destination des ménages défavorisés) [49].

6.4. Développement des capacités

Il est erroné de penser qu'une stratégie de développement à long terme optionnelle peut être élaborée à l'avance. La politique agricole et les investissements publics doivent s'adapter à l'évolution des conditions, notamment du changement climatique, de la demande grandissante en biocarburants, de l'évolution des régimes alimentaires et de l'urbanisation. C'est particulièrement le cas en période de crise alimentaire, les prix et les conditions du marché évoluant rapidement. L'analyse fournie par des organisations internationales peut ne pas être acceptée, en particulier sur des sujets politiques sensibles tels que les prix alimentaires. Il est donc essentiel pour les pays en développement d'améliorer leur propre capacité de collecte d'information, d'analyse des données, de diagnostic des problèmes et d'identification de solutions politiques. En particulier, il convient d'évaluer plus systématiquement et régulièrement les politiques et les programmes afin d'en déterminer l'efficacité [50].

7. Évaluation des réponses politiques actuelles et futures

Une chose est évidente : la gamme des réponses politiques s'élargit avec le temps. À court terme, les décideurs politiques ne peuvent pas faire grand-chose pour changer la production alimentaire

[48] FAO, La flambée des prix, cit.
[49] IFPRI, The food crisis and its implications for agricultural development – témoignage présenté devant la Commission sur l'agriculture, Chambre des Représentants des États-Unis, 16 juillet 2008, http://agriculture.house.gov/testimony/110/h80716/Minot.pdf
[50] IFPRI, The food crisis and its implications for agricultural development, cit.

nationale si les agriculteurs ont déjà pris les décisions concernant la plantation et l'utilisation des intrants pour la récolte suivante. Les réponses politiques se limitent à des changements dans les tarifs, les taxes, les subsides à la consommation, les contrôles des prix alimentaires, les restrictions à l'exportation, les importations alimentaires du gouvernement ou le déblocage des réserves publiques. À moyen terme, la portée des actions s'élargit. Les gouvernements peuvent mettre en œuvre des politiques de stabilisation des prix axées sur l'utilisation des réserves, des tarifs ou des subsides. Ils peuvent promouvoir la production alimentaire via des subventions, un soutien au prix des producteurs ou des services de soutien aux agriculteurs, ainsi qu'étendre leurs programmes der protection sociale. À plus long terme, un impact durable plus large peut être obtenu en investissant davantage dans le développement économique et la réduction de la pauvreté. Étant donné la diversité des réponses politiques possibles face à une crise alimentaire à long terme, le contrôle et l'évaluation de l'impact de ces actions est un défi de taille étroitement lié au contrôle et à l'évaluation des politiques et des programmes de promotion du développement économique et de la réduction de la pauvreté en général.

Tableau 3 – Réponses politiques possibles à une crise alimentaire [51]

TYPES D'INTERVENTIONS	**DÉLAI**		
	Court terme (< 1 an)	**Moyen terme (1–3 ans)**	**Long terme (> 3 ans)**
Réduction des prix à la consommation (politiques axées sur les prix)	• Réduction des tarifs/taxes alimentaires • Contrôles des prix alimentaires/actions à l'encontre des profiteurs • Subventions à la consommation • Interdictions d'exporter ou taxes à l'exportation • Importations alimentaires étatiques • Déblocage des réserves alimentaires	*Mêmes options qu'à court terme, plus :* • Constitution de réserves alimentaires et de politiques de déblocage • Tarifs ou subsides/taxes à l'exportation variables • Options d'augmentation de la production alimentaire nationale (voir ci-dessous)	*Mêmes options qu'à moyen terme, plus :* • Investissement dans des infrastructures, des institutions et des informations de marketing • Investissement dans de plus grandes capacités de production alimentaire (voir ci-dessous)
Augmentation de la production alimentaire (politiques axées sur l'approvisionnement)	*Options à court terme limitées*	• Subvention des intrants • Soutien et subvention des prix des producteurs • Extension des crédits agricoles • Renforcement de la vulgarisation agricole	*Mêmes options qu'à moyen terme, plus :* • R&D agricole • Investissement dans des infrastructures et des biens de production (irrigation, mécanisation, etc.) • Amélioration de la gestion des ressources naturelles • Amélioration des droits de propriété et des systèmes de propriété sur les ressources
Augmentation de la nourriture disponible pour les groupes cibles ou des revenus de ces derniers (politiques axées sur les revenus)	• Renforcement du soutien via les programmes de protection sociale existants • Augmentation des salaires du secteur public • Augmentation des	*Mêmes options qu'à court terme, plus :* • Nouveaux programmes de protection sociale ou expansion/amélioration des programmes existants	*Mêmes options qu'à moyen terme et celles d'augmentation de la production alimentaire, plus :* • Investissement dans

[51] Source : IFPRI, Global food crisis, cit., p.15, tableau 4

	programmes d'aide alimentaire		d'autres programmes de développement et de lutte contre la pauvreté (éducation, promotion d'entreprises rurales non agricoles)

Bien que le propos ne soit pas de présenter une analyse des impacts des réponses politiques réelles ou potentielles face à la crise alimentaire actuelle mondiale, il est utile d'envisager les types d'impacts que peuvent avoir les réponses politiques afin d'assister la prise de décisions quant aux informations devant être contrôlées et aux méthodes analytiques devant être utilisées pour l'analyse de ces impacts.

Comme déjà mentionné, la plupart des réponses politiques à court terme ont pour objectif de réduire les prix alimentaires, ce qui constitue un impact positif du point de vue des acheteurs nets de produits alimentaires. Les politiques et les programmes de promotion de l'intensification de la production alimentaire ont également des impacts bénéfiques sur les acheteurs nets de produits alimentaires, dans la mesure où ils peuvent engendrer une baisse des prix alimentaires nationaux. Ils peuvent également bénéficier aux producteurs de produits alimentaires en réduisant leurs coûts de production (notamment via des subsides pour les intrants) ou en augmentant les prix des producteurs (notamment via un soutien aux prix et des subsides à la production). Toutefois, l'impact net sur les producteurs dépend de l'impact relatif de ces effets face à la pression à la baisse subie par les prix des producteurs du fait de l'augmentation de la production.

L'aide alimentaire ciblée ou les interventions axées sur les revenus sont susceptibles d'avoir un impact favorable sur les bénéficiaires directs, qui influeront à leur tour positivement sur d'autres ménages ou individus, notamment en augmentant la demande pour des biens et des services fournis par des ménages du fait de l'augmentation des revenus de ces ménages bénéficiaires.

Toutes ces réponses politiques ont également un coût et des effets potentiellement négatifs. Toutes les interventions axées sur les prix, pour peu qu'elles entraînent les prix alimentaires à la baisse, réduiront les revenus des distributeurs nets de produits alimentaires et décourageront les producteurs d'augmenter leur production. Une réduction des tarifs ou des taxes à la consommation, une augmentation des subsides à la consommation ou à la production, ainsi que le renforcement des programmes de protection sociale auront un coût budgétaire direct, qui creusera probablement les déficits nationaux, intensifiera la pénurie de crédits (si les déficits budgétaires sont financés par l'emprunt) ou renforcera la pression inflationniste (si les déficits budgétaires sont financés via l'expansion monétaire). Les bénéfices de ces interventions peuvent ne pas parvenir à cibler les plus pauvres et les ménages les plus vulnérables, en particulier les interventions sur les prix des marchés, qui peuvent générer des coûts élevés dus aux efforts d'amélioration de la sécurité alimentaire. Des subventions directes aux producteurs ou aux consommateurs, de même que des programmes de protection sociale, ont davantage de chance de cibler les plus vulnérables, bien que ce ciblage ne soit pas toujours politiquement acceptable et puisse engendrer des coûts administratifs.

Les efforts pour contrôler les prix et les comportements spéculatifs peuvent donner naissance à des marchés noirs, rendant ces efforts inefficaces, et peuvent contribuer à la corruption des pratiques des régulateurs. Pour peu qu'il soit efficace, le contrôle des prix peut malgré tout entraîner des pénuries devant être résorbées via d'autres mécanismes de rationnement, débouchant sur une répartition des marchandises inefficace, voire inéquitable. Les fuites et les réactions en chaîne résultant des interventions peuvent également mettre à mal leur efficacité. Par exemple, les interdictions d'exporter peuvent générer un regain d'exportations alimentaires de contrebande, alors que les variations de réserves alimentaires publiques peuvent être compensées par des changements induits des réserves privées. Des interventions commerciales telles que les interdictions d'exporter sur les aliments de base peuvent également être à l'origine de réactions protectionnistes d'autres nations, portant atteinte à la sécurité alimentaire de pays dépendants du commerce du fait de la volatilité grandissante des marchés alimentaires internationaux. De nombreux facteurs politiques, administratifs et économiques peuvent influencer la faisabilité et les impacts de ces actions politiques. Par exemple, la capacité à utiliser les réductions tarifaires ou fiscales pour compenser les hausses des prix alimentaires est tributaire du

niveau initial de ces tarifs ou de ces taxes, ainsi que de la volonté politique et de la capacité fiscale du gouvernement de compenser ou de renoncer aux revenus qui auraient été collectés. Les contraintes budgétaires peuvent également limiter l'utilisation des subventions, des programmes de protection sociale ou des augmentations salariales dans le secteur public. L'utilisation de restrictions à l'exportation dépend de la capacité du gouvernement à les faire respecter.

Les obligations internationales dans le cadre de l'Organisation mondiale de commerce (OMC) ou d'autres accords commerciaux peuvent également limiter la capacité nationale des gouvernements à utiliser les mesures commerciales pour atténuer les variations de prix alimentaires. La capacité du gouvernement à imposer des contrôles ou des règlementations de prix aux spéculateurs sera déterminante pour l'efficacité de telles mesures, le contexte politique pouvant lui aussi encourager ou décourager leur utilisation. La capacité à étendre l'utilisation de programmes de protection sociale dépendra d'expériences antérieures de telles mesures et de la capacité administrative du gouvernement à mettre en œuvre des approches ciblées. Ces facteurs limitent la capacité des pays à faibles revenus tributaires des importations alimentaires et de pétrole à utiliser efficacement ces réponses potentielles. Des contraintes budgétaires sont susceptibles de limiter l'utilisation de programmes de subventions généraux de grande ampleur, de réductions tarifaires et fiscales ou d'augmentation salariales du secteur public, alors que des contraintes administratives limiteront souvent la capacité à cibler les programmes de protection sociale. Certains programmes de protection sociale, tels les programmes « nourriture contre travail » ou « argent contre travail », ont souvent des objectifs précis et sont donc plus facilement utilisables que des approches administrativement plus complexes, telles que les programmes de transfert d'espèces sous conditions. Les pays à faibles revenus importateurs alimentaires qui sont de grands exportateurs de pétrole ou d'autres marchandises dont les prix ont également augmenté auront davantage de capacités budgétaires pour des subventions, des réductions tarifaires et fiscales ou des programmes de protection sociale visant à atténuer les impacts des hausses de prix alimentaires, et ce en dépit des nombreux obstacles administratifs pouvant malgré tout se dresser sur leur chemin. Les pays aux revenus plus élevés ont tendance à disposer de capacités budgétaires et administratives plus importantes pour mettre en œuvre certaines de ces options [52].

[52] IFPRI, Global food crisis: Monitoring and Assessing Impact to Inform Policy Responses, Food Policy Report, septembre 2008, http://www.ifpri.org/pubs/fpr/pr19.pdf

RESSOURCES EN LIGNE

UNION AFRICAINE (UA)

Food and Nutrition Security Workshop to Accelerate Investments in Response to High Food Prices and Resulting Food Insecurity – Communiqué, 23 May 2008. (Uniquement en anglais)
http://www.africa-union.org/root/AU/Conferences/2008/may/rea/HighFoodPrices_FinalCommunique.doc

ASIAN DEVELOPMENT BANK (ADB)

Food Prices and Inflation in Developing Asia: Is Poverty Reduction Coming to an End?, ADB, April 2008. (Uniquement en anglais)
http://www.adb.org/Documents/reports/food-prices-inflation/food-prices-inflation.pdf

BANQUE MONDIALE

Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP)
http://www.banquemondiale.org/themes/crise-alimentaire/

A Note on Rising Food Prices, Policy Research Working Paper, July 2008
http://go.worldbank.org/A7P1DW18O0

G8 Hokkaido-Toyako Summit - Double Jeopardy: Responding to High Food and Fuel Prices, July 2008
http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:21827681~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:4607,00.html

Guidance for Responses from the Human Development Sectors to Rising Food Prices, June 2008
http://siteresources.worldbank.org/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/Resources/HD_Response_Food_Prices.pdf?resourceurlname=HD_Response_Food_Prices.pdf

Implications of Higher Global Food Prices for Poverty in Low-Income Countries, Policy Research Working Paper, April 2008
http://go.worldbank.org/QT25PFGWP0

Rising food prices: Policy options and World Bank response, Background Note, April 2008
http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/risingfoodprices_backgroundnote_apr08.pdf

A Note on Rising Food Prices, Policy Research Working Paper, July 2008
http://go.worldbank.org/A7P1DW18O0

G8 Hokkaido-Toyako Summit - Double Jeopardy: Responding to High Food and Fuel Prices, July 2008
http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:21827681~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:4607,00.html

Guidance for Responses from the Human Development Sectors to Rising Food Prices, June 2008
http://siteresources.worldbank.org/EXTSAFETYNETSANDTRANSFERS/Resources/HD_Response_Food_Prices.pdf?resourceurlname=HD_Response_Food_Prices.pdf

Implications of Higher Global Food Prices for Poverty in Low-Income Countries, Policy Research Working Paper, April 2008
http://go.worldbank.org/QT25PFGWP0

Rising food prices: Policy options and World Bank response, Background Note, April 2008
http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/risingfoodprices_backgroundnote_apr08.pdf

CENTRE FOR GLOBAL DEVELOPMENT

Biofuels and the Food Price Crisis: A Survey of the Issues, Working Paper Number 151, Kimberly Elliott, August 2008. (Uniquement en anglais)
http://www.cgdev.org/content/publications/detail/16499

Japan, China and Thailand Can Solve the Rice Crisis - But U.S. Leadership Is Needed, Tom Slayton and C. Peter Timmer, May 2008. (Uniquement en anglais)
http://www.cgdev.org/content/publications/detail/16028

COMMISSION EUROPEENNE

Proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council establishing a facility for rapid response to soaring food prices in developing countries, COM(2008) 450/5 - 2008/0149 (COD), 2008 (uniquement en anglais)
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0450:FIN:EN:PDF

Communication de la CE, Faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires. Orientations pour l'action de l'UE, doc. COM/ 2008/321 du 20 mai 2008
http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0321:FIN:FR:PDF

CONCORD EUROPE – Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement

Les ONG européennes se félicitent du fonds de 1 milliard € pour aider les fermiers mais demandent des mesures à long terme, 11 Septembre 2008
http://www.concordeurope.org/Files/media/internetdocumentsENG/5_Press/1_Press_releases/0_Press_release_2008/EFSCPress-Release-11-9-2008-FR.doc

CONSULTATIVE GROUP ON INTERNATIONAL AGRICULTURAL RESEARCH (CGIAR)

Understanding and Containing Global Food Price Inflation, May 2008
http://www.cgiar.org/monthlystory/may2008.html

Battling Rising Food Prices with Productivity-Boosting Science, May 2008
http://www.cgiar.org/pdf/news_foodcrisis_what_ICRISAT_thinks.pdf

CONSEIL DES MINISTRES ACP-CE

Résolution du Conseil des ministres ACP-CE, Addis-Abeba, 13 juin 2008
http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/08/st10/st10822.fr08.pdf

CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

Conclusions de la présidence du Conseil européen de Bruxelles, 19-20 juin 2008, points 25-40 (Prix élevés des denrées alimentaires et du pétrole : Implications pour les politiques de l'UE)
http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/101351.pdf

Situation du marché agricole - évolution des prix agricoles et alimentaires, Conclusions de la présidence (Agriculture et pêche), 19 mai 2008, doc. 9597/08
http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/08/st09/st09597.fr08.pdf

Agricultural market situation – evolution of agricultural and food prices, Presidency Conclusions (Agriculture and Fisheries), 19 May 2008
http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/08/st09/st09597.en08.pdf

ORGANISATION DES NU L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)

Évaluation de la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, Document préparé pour la 34ème session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome, 14-17 octobre 2008
ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/014/k3175f.pdf

Global Information and Early Warning System on Food and Agriculture (GIEWS): Policy measures taken by governments to reduce the impact of soaring prices (as of 11 July 2008)
http://www.fao.org/giews/english/policy/index.htm

Soaring Food Prices Crisis - High Prices and Incentives by FAO's ES Department, July 2008
(FAO Initiative on Soaring Food Prices – Background Documents)
http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/ISFP/Incentives.pdf

National Policy Responses to High Food Prices, July 2008
(Policy Briefs – Economic and Social Development Department)
ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/aj113e/aj113e00.pdf

What Do High Food Prices Mean for Farmers' Seed Access?, May 2008
(Policy Briefs – Agricultural development economics division)
ftp://ftp.fao.org/es/ESA/policybriefs/seed_access_en.pdf

La flambée des prix des denrées alimentaires : faits, perspectives, effets et actions requises, juin 2008 (Document de référence pour la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatiques et des bioénergies, Rome 3-5 juin 2008)
http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/foodclimate/HLCdocs/HLC08-inf-1-F.pdf

Growing demand on agriculture and rising prices of commodities, February 2008
(Paper prepared for the Round Table organized during the Thirty-first session of IFAD's Governing Council)
http://www.fao.org/giews/english/policy/index.htm

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Food and Fuel Prices—Recent Developments, Macroeconomic Impact, and Policy Responses. An Update, September 2008
http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2008/091908.pdf

Food and Fuel Prices—Recent Developments, Macroeconomic Impact, and Policy Responses, June 2008
http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2008/063008.pdf

The Balance of Payments Impact of the Food and Fuel Price Shocks on Low-Income African Countries: A Country-by-Country Assessment, June 2008
http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2008/063008a.pdf

Riding a Wave: soaring commodity prices may have a lasting impact, Finance&Development, volume 45, number 1, March 2008
http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2008/03/helbling.htm

FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG (FES)

A new era of world hunger? The global food crisis analyzed, James A. Paul, Katarina Wahlberg, 2008
http://library.fes.de/pdf-files/bueros/usa/05579-20080905.pdf

IDEAS 4 DEVELOPMENT - BLOG

Hunger in the 21st century: the need to "feed smarter", Josette Sheeran, 17 October 2007
http://www.ideas4development.org/hunger-in-the-21st-century-the-need-to-feed-smarter/en/

INTER-AMERICAN DEVELOPMENT BANK (IADB)

Countries need to spend more to prevent food crisis from deepening poverty, 2008
http://www.iadb.org/NEWS/articledetail.cfm?language=EN&parid=4&arttype=WS&artID=4718

INTERNATIONAL CENTRE FOR TRADE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT (ICTSD)

Biofuels in the Spotlight at Global Food Summit, Bridges Trade BioRes, Number 11, June 2008
http://ictsd.net/i/environment/12236/

Rising World Food Prices: How to Address the Problem?, Bridges, Number 3, May 2008
http://ictsd.net/i/news/bridges/12134/

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE (IFPRI)

Responding to the World Food Crisis - Getting on the Right Track, September 2008
http://www.ifpri.org/pubs/books/ar2007/ar07essay01.pdf

High Global Food Prices - The Challenges and Opportunities, September 2008
http://www.ifpri.org/pubs/books/ar2007/ar07essay02.pdf

Policy Implications of High Food Prices for Africa, September 2008
http://www.ifpri.org/pubs/books/ar2007/ar07essay03.pdf

Global food crisis: Monitoring and Assessing Impact to Inform Policy Responses, Food Policy Report, September 2008
http://www.ifpri.org/pubs/fpr/pr19.pdf

Food Prices and the AIDS Response: How they are linked, and what can be done, RENEWAL Brief, August 2008
http://www.ifpri.org/renewal/pdf/RFbrief01.pdf

The food crisis and its implications for agricultural development – testimony presented to the Committee on Agriculture, U:S. House of Representatives, 16 July 2008
http://agriculture.house.gov/testimony/110/h80716/Minot.pdf

Physical and Virtual Global Food Reserves to Protect the Poor and Prevent Market Failure, Policy Brief, June 2008
http://www.ifpri.org/pubs/bp/bp004.pdf

Investing in Agriculture to Overcome the World Food Crisis and Reduce Poverty and Hunger, Policy Brief, June 2008
http://www.ifpri.org/pubs/bp/bp003.pdf

Hausse des prix alimentaires et actions stratégiques proposées : que faire, par qui et comment, mai 2008
http://www.ifpri.org/french/PUBS/ib/FoodPricesPolicyActionfr.pdf

Poverty, climate change, rising food prices, and the small farmers, ppt by Joachim Von Braun, April 2008
http://www.ifad.org/gbdocs/repl/8/ii/e/presentations/IFAD_21-04-08.pps

Que faire face à la flambée des prix alimentaires ?, avril 2008
http://www.ifpri.org/french/pubs/bp/bp001fr.pdf

The World Food Situation: New Driving Forces and Required Actions, Food Policy Report, December 2007
http://www.ifpri.org/pubs/fpr/pr18.pdf

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT (IFAD)

Food prices: smallholder farmers can be part of the solution, (fact sheet) July 2008
http://www.ifad.org/operations/food/factsheet/food_e.pdf

Growing demand on agriculture and rising prices of commodities. An opportunity for smallholders in low-income, agricultural-based countries? Paper prepared for the Round Table organized during the Thirty-first session of IFAD's Governing Council, February 2008
http://www.ifad.org/events/gc/31/roundtable/food.pdf

NATIONS UNIES

Réponse du système de l'ONU à la crise alimentaire mondiale (jusq'à septembre 2008) – uniquement en anglais
http://www.un.org/issues/food/taskforce/FACT_SHEET.pdf

Groupe d'action de haut niveau sur la crise alimentaire dans le monde – Cadre Global d'action, juillet 2008
http://www.un.org/french/issues/food/taskforce/frameworkofaction.pdf

Addressing the global food crisis: Key trade, investment and commodity policies in ensuring sustainable food security and alleviating poverty, UNCTAD, May 2008 (uniquement en anglais)
http://www.unctad.org/sections/edm_dir/docs/osg_2008_1_en.pdf

Issues Note for Special Meeting of the Economic and Social Council on Global Food Crisis, ECOSOC, May 2008
http://www.un.org/ecosoc/docs/pdfs/Food_crisis_Issues_note_may_2008.pdf

Conseil économique et social, Document de réflexion sur la crise alimentaire mondiale, 20 mai 2008
http://www.un.org/french/ecosoc/2008/foodcrisis_note.shtml

ORGANISATION POUR LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT (OCDE)

La hausse des prix alimentaires : causes, conséquences et solutions, septembre 2008
http://www.oecd.org/dataoecd/17/51/41403444.pdf

La hausse des prix alimentaires - causes et conséquences, juin 2008
http://www.oecd.org/dataoecd/11/57/40926060.pdf

Higher Food Prices – A Blessing in Disguise For Africa?, Policy Insights n. 66, Denise Wolter, May 2008
http://www.oecd.org/dataoecd/43/47/40986119.pdf

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2008-2017 - Synhtèse
http://www.fao.org/es/esc/common/ecg/550/fr/AgOut2017F.pdf

OVERSEAS DEVELOPMENT INSTITUTE (ODI)

Rising food prices: a global crisis, Briefing Paper 37, April 2008
http://www.odi.org.uk/publications/briefing-papers/37-rising-food-prices-global-crisis.pdf

Rising food prices: Cause for concern, Natural Resources Perspectives n.113, June 2008
http://www.odi.org.uk/resources/specialist/natural-resource-perspectives/115-rising-food-prices-cause-for-concern.pdf

Food security in Southern Africa: Changing the trend? Review of lessons learnt on recent responses to chronic and transitory hunger and vulnerability, Natural Resources Perspectives n.106, June 2007
http://www.odi.org.uk/resources/specialist/natural-resource-perspectives/106-food-security-southern-africa.pdf

Food security and social protection, 2004
http://www.odi.org.uk/publications/papers/africa-commission-2005/social_protection/food_security.pdf

PARLEMENT EUROPEEN

Projet de Rapport sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant établissement d'une facilité de réponse rapide à la flambée des prix alimentaires dans les pays en développement, 4 aout 2008
http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+COMPARL+PE-409.786+01+DOC+PDF+V0//FR&language=FR

Résolution sur la hausse des prix des denrées alimentaires dans l'UE et les pays en développement, 22 mai 2008, doc. P6_TA(2008)0229
http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2008-0229+0+DOC+XML+V0//FR

Autres sources

Why are current world food prices so high? A memo, LEI Wageningen UR, May 2008
http://library.wur.nl/file/wurpubs/wurpublikatie_i00367041_001.pdf

Rising Food Prices: Drivers and Implications for Development, Alex Evans, Centre on International Cooperation, New York University - Chatham House Food Supply Project, April 2008
http://www.chathamhouse.org.uk/files/11422_bp0408food.pdf

Food for the Hungry Discussion Paper on Rising Food Prices, APRODEV, July 2008
http://www.aprodev.net/trade/Files/Food%20Crisis%20-%20Aprodev%20Discussion%20Paper%20July08%20final.pdf

Fighting food shortages: Hungry for change, Christian Aid, July 2008
http://www.christianaid.org.uk/Images/food_report_2008.pdf

World fertilizer prices soar as food and fuel economies merge, Thomas Hargrove, IFDC, February 2008
http://www.ifdc.org/i-wfp021908.pdf

Global commodities: a long term vision for stable, secure and sustainable global markets, HM Treasury UK, July 2008
http://www.hm-treasury.gov.uk/media/7/E/PU579_global__commodities.pdf

Oxfam International position on food prices, April 2008
http://www.oxfam.org/files/oxfam_food_prices_briefing_April2008.pdf

Ensuring the UK's Food Security in a Changing World, Defra Discussion Paper, July 2008
http://www.defra.gov.uk/foodrin/foodstrategy/documents/Ensuring-UK-Food-Security-in-a-changing-world-170708.pdf

SITES WEB

Union africaine
www.africa-union.org

Asian Development Bank
http://www.adb.org/Food-Crisis/default.asp

BBC

http://news.bbc.co.uk/2/hi/in_depth/world/2008/costoffood/default.stm
The cost of food: facts and figures
http://news.bbc.co.uk/2/hi/in_depth/7284196.stm

CGIAR
http://www.cgiar.org/index.html

CTA

Blog des Briefings sur le Développement à Bruxelles – Flambée des prix alimentaires : une opportunité de changement ?
http://bruxellesbriefings.net/
Connaissances pour le développement
http://knowledge.cta.int/fr/
Agritrade
http://agritrade.cta.int/fr

FAO

Situation alimentaire mondiale
http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfs-home/fr/

Initiative sur la flambée des prix des aliments
http://www.fao.org/isfp/isfp-home/fr/

Indices des prix alimentaires
http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/

Financial Times portal on global food crisis
http://www.ft.com/foodprices

ICTSD
http://ictsd.net/

IFAD portal – Rising Food Prices
http://www.ifad.org/operations/food/

IFPRI – Food Prices Crisis portal
http://www.ifpri.org/themes/foodprices/foodprices.asp

IMF - Responding to the Food and Fuel Price Surge portal
http://www.imf.org/external/np/exr/foodfuel/index.htm

ODI – Food portal
http://www.odi.org.uk/themes/food/index.asp

OCDE – Agriculture et pêcheries
http://www.oecd.org/topic/0,3373,fr_2649_37401_1_1_1_1_37401,00.html

Reliefweb - Global Food Crisis
http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/GlobalFoodCrisis?Readform

NU - Equipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire
http://www.un.org/french/issues/food/taskforce/

Banque mondiale – Crise alimentaire
http://www.worldbank.org/banquemondiale/themes/crise-alimentaire/

World Food Programme
http://www.wfp.org/english/?ModuleID=137&Key=2853

ACRONYMES[53]

ACP	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
AMAD	Base de données sur l'accès aux marchés agricoles
CCC	Commodity Credit Corporation
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEI	Communauté des États indépendants
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CO2	Dioxyde de carbone
CRP	Programme de mise en réserve des terres fragiles des États-Unis
DBES	Régime d'exportation fondé sur la date
DCP	Dépenses de la consommation privée
ECOWAP	West Africa Regional Agricultural Policy
Epc	Équivalent poids carcasse
ERS	Service de recherche économique (ERS) de l'USDA
ESP	Estimation du soutien aux producteurs
Est	Estimation
FAB	Franco à bord (prix à l'exportation)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FSRI Act	Loi sur la sécurité agricole et l'investissement rural de 2002 (États-Unis)
G10	Groupe de 10 pays
G20	Groupe de 20 pays en développement
IPC	Indice des prix à la consommation
Kt	Milliers de tonnes
Mha	Millions d'hectare
Mt	Millions de tonnes
NPF	Nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCM	Organisation commune des marchés (UE)
OGM	Organisme génétiquement modifié
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
PAC	Politique agricole commune
Pac	Prêt à cuire
Pad	Poids au détail
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
Pp	Poids produit
PPA	Parité de pouvoir d'achat
R&D	Recherche et développement
SH	Système harmonisé de codage et de description des produits
SPM	Soutien des prix du marché
SPS	Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires
T/ha	Tonnes par hectare
TEC	Tarif extérieur commun
TSA	Tout sauf les armes
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
USDA	Ministère de l'Agriculture des États-Unis

[53] Source: Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2008-2017 – Synhtèse, http://www.fao.org/es/esc/common/ecg/550/fr/AgOut2017F.pdf